l'unité

N°27 2F50 Hebdomadaire socialiste 28 juillet 1972

Automobile : Qui tue ?



O.r.t.f. LES GROS SABOTS

Sommaire

3
O.r.t.f. :
Le roi du rire

4
Syndicats :
Un demi bien frais pour Edgar Faure
La C.f.t. cogne avant d'entrer

5
Editorial :
Les gros sabots

6
Impôts : Le cochon de salarié paiera
Comment vous subventionnez la guerre du Vietnam

7
Travail : Une nouvelle traite des blanches

8
Etranger : Face à l'O.a.s. irlandaise
Angleterre : La revanche des syndicats

10
Vietnam : Les mensonges de Nixon
Espagne : La renaissance des socialistes

11
Tchécoslovaquie : Procès à Prague

12
Régions :
Razzia sur la forêt

14
A contre-pied

15
Livres : A glisser dans la valise
Télévision : Au risque de vous plaire

17
Cinéma : Ciné-cure pour un soir d'été

18
Théâtre :
Les marchands envahissent le temple

19
Document :
Automobile : qui tue ?

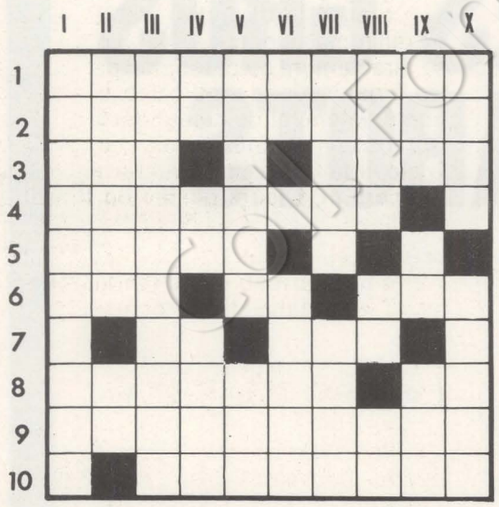
23
Lettre à nos lecteurs :
Rendez-vous en septembre

24
Ma part de vérité :
D'abord la vérité, par François Mitterand

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (pages 15, 16, 17, 20, 21, 22) Keystone (page 9) André Perlstein (pages 12, 13) Sabadel (pages 7, 11, 19) Jules Sullivan (page 1) Teich (page 14) U.p.i. (pages 9, 10) Vasco (page 3).

Mots croisés



PROBLEME N° 27

HORIZONTALEMENT :
1. Sont toujours en usage. - 2. Qui a bénéficié d'une réduction. - 3. Vont toujours avec les autres. Quand on le prend, c'est noté. - 4. Bonne société. - 5. Connétable de France. - 6. Leurs coups sont hasardeux. En l'espèce. Partie de partie. - 7. Fin de mois. Attache. - 8. Qui sont assurées d'un revenu. Elle va n'importe où (épelé). - 9. Qui ne risquent pas d'être compris par les sourds, même attentifs. - 10. Plus détaillé que le plan.

VERTICALEMENT :
1. Ensemble de brigands. - 2. Raclée. Préposition. - 3. Tuas. - 4. Lettre de crédit. En délire. Faux marbre. - 5. Qui ont reçu un antiseptique. - 6. Pronom. Complet. Aux Pays-Bas. - 7. Avancerais. Ça sent le sapin. - 8. Fait bonne mesure. Direction. Elle divague (épelé). - 9. Clair. Utile dans un bureau d'études. Monnaies. - 10. Dans l'Orne. Dans le nom d'un dramaturge espagnol.

SOLUTION DU N° 26

HORIZONTALEMENT : 1. Rétrograde. - 2. Ecailler. - 3. Corbeille. - 4. Rude. Suède. - 5. Et. Ras. Sic. - 6. Aéra. As. TR. - 7. Tue-chien. - 8. Ire. Alrium. - 9. Os. Si. Pesa. - 10. Etêteras.
VERTICALEMENT : 1. Récréation. - 2. Ecouteurs. - 3. Tard. Rée. - 4. Ribérac. ST. - 5. Ole. Haie. - 6. Glissait. - 7. Relu. Serpe. - 8. Arles. Nier. - 9. Edit. Usa. - 10. Et. Ecremas.

SOLUTION DU N° 27

HORIZONTALEMENT : 1. Traditions. - 2. Ristournée. - 3. Uns. Acte. - 4. Académie. - 5. Neslé. - 6. Dès. SP. Set. - 7. IS. Lie. - 8. Rentrées. LR (elle erre). - 9. Inaudibles. - 10. Scénario.
VERTICALEMENT : 1. Truanderie. - 2. Rincée. En. - 3. Assassinas. - 4. DT. DL. Stuc. - Iodées. Ede. - 6. Tu. Plein. - 7. Irais. Isba. - 8. Once. Se. LR (elle erre). - 9. Net. Té. Lei. - 10. Sées. Tirso (de Molina).

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Collection Jean Jaurès

Le roi du rire

« Les envahisseurs » sont en train de gagner la partie. Le succès de ce mauvais feuilleton télévisé, qui relate l'infiltration sournoise, dans tous les rouages de notre société terrestre, d'êtres venus d'une autre planète, a été tel qu'il a contaminé l'O.r.t.f. lui-même. Là, ils ont pour noms Philippe Malaud ou Arthur Conte, hommes-lige de Georges Pompidou et de la majorité **(voir l'éditorial de Claude Estier).**

Mardi, pour eux, était un grand jour : la première diffusion du nouveau Conseil d'administration, la désignation des responsables de chaînes et de régies... Et le premier contact — par télévision intérieure interposée — avec le personnel de l'Office.

« Dans quelques instants, M. Arthur Conte, P.d.g. de l'O.r.t.f., s'adressera au personnel de l'Office », indique le « carton » sur l'écran. Nous sommes mardi, à 16 h, et tous les postes vidéo intérieure des centres O.r.t.f. de Paris et de province sont branchés.

Au studio 102 — celui de Télédimanche — à la Maison de la Radio, quai Kennedy, le personnel dûment invité à écouter la voix de son maître et à l'admirer sur grand écran (par note de service n° 1 326 Drias du 24 juillet 1972) s'apprête à passer un bon moment. « Arthur », en quelques jours, a réussi ce tour de force de constituer à lui tout seul l'élément le plus comique du programme.

Coïncidence ou volonté affichée, la musique qui accompagne le carton d'attente est conforme aux « forces de la joie et de la chanson ».

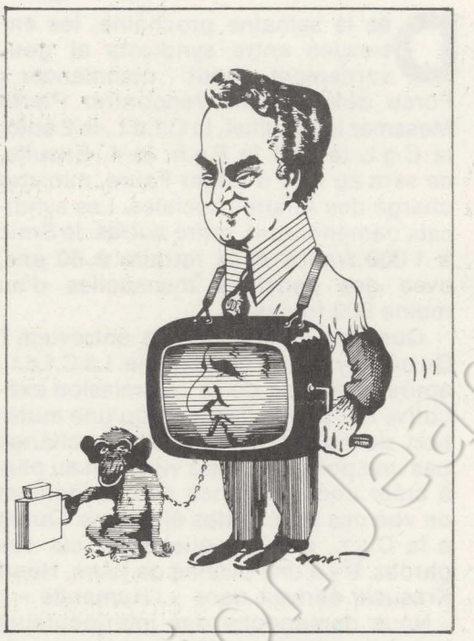
Joséphine Baker : « Dites-nous, Joséphine, dans tous les pays, il n'y a qu'un Paris. »

Maurice Chevalier : « J'ai le bras puissant
très enlaçant.
J'ai la main calme
mais personne ne s'en sert maintenant
c'est énervant
j'ai beaucoup d'ardeur
beaucoup de vigueur... » (toujours le nom d'Arthur sur l'écran).

16 h 30 : Toujours rien : cela sent la panne.

16 h 45 : Ton Anana, ton Annamite, ma Tonkiki, ma Tonkinoise sont progressivement « shuntés ». Arthur apparaît dans « la boîte ».

« Profitant des immenses possibilités du progrès technique audio-visuel, je m'adresserai ainsi régulièrement à « mon » personnel... Au studio 102, c'est



un éclat de rire général : l'eidophor (écran géant) est en panne. Le « progrès technique » a trahi et on ne voit rien. Seule la voix rocailleuse s'appesantit sur les auditeurs. « C'est la retransmission du Conseil municipal de Salses », crie quelqu'un.

Huit «pressions»

Le P.d.g. n'en confirme pas moins les nominations déjà connues depuis quelques jours : Jacqueline Baudrier à la 1ère chaîne, Pierre Sabbagh se succédant à lui-même sur la seconde, Guillaud — du Comité « d'action civique » de 1968 — qui surveillera la province à travers la 3e chaîne, Jacques Sallebert contraint à se faire oublier à la radio.

« Compte tenu du fait que nous sommes au seuil d'une période préélectorale qui sera délicate, j'ai cru sage de ne pas procéder à un chambardement », annonce Arthur ingénument.

A quelques exceptions près, toutefois : Pierre Desgraupes a quitté la direction d'Information première et Joseph Pasteur s'apprête à le suivre, en compagnie de quelques bons éléments de l'équipe : Philippe Gildas, Guy Claisse, Hervé Chabalier sont sur la liste.

« Je veux assurer une information politique loyale. Toute pression, d'où qu'elle vienne, qui tendrait à s'exercer contre vous devra m'être répercutée », affirme sans rire l'ex-député U.d.r. Cependant que personne n'ignore, à Information première, qu'en une semaine, depuis l'arrivée d'Arthur, huit interventions directes ont été faites sur des présentateurs et des journalistes de l'Office : trois de la part de Malaud, ministre de tutelle, les cinq autres émanant de différents ministres.

Mais on en arrive au chapitre du « programme », le mot-clé du nouveau règne. Arthur Conte, à qui l'on a enfin soufflé que le personnel unanime condamnait le laisser-aller populiste exprimé dans ses premières déclarations, fait machine arrière : « Je veillerai au développement de la culture et de la qualité des programmes. La bataille que nous devons aussi mener est la bataille de la confiance. A cette fin, je m'adresserai régulièrement à tous nos petits gars, à tout notre petit monde de Paris et de province et jusqu'à nos petits gars de Guadeloupe (?) sur le ton le plus familial. Bonnes vacances ! »

Au 102, c'est du délire, le paternalisme démagogique de la péroraison met le comble à la gaieté du personnel. Une fois de plus, Arthur a gagné la bataille du rire.

Dans les syndicats on est plus réservé. Au Syndicat unifié des techniciens, où l'on a suivi le discours avec attention, on fait remarquer que si le P.d.g. s'adresse directement au personnel par-dessus les organisations syndicales, il convient immédiatement de demander le droit de réponse par la même voie : celle de la vidéo intérieure, qui touche au même moment et à leurs postes de travail le maximum des agents de l'Office. Sinon, cette « démocratie directe » risque bien d'être un nouveau piège tendu pour affaiblir les organisations représentatives.

Le test Kiejman

Celles notamment qui sont représentées au nouveau Conseil d'administration, dont le climat les a un peu surpris. « Les représentants de l'Etat nous ont semble former un groupe peu homogène, fait remarquer l'un des représentants du personnel. En réalité, ils ont la trouille d'être « mouillés » comme ceux de l'ancien Conseil, débarqués sans gloire au milieu de scandales assez malodorants ; aussi bien sont-ils réservés. Le colonel Crespin, par exemple, laisse entendre que si dans six mois cela ne va pas fort, il n'hésitera pas à donner sa démission. »

→

Le roi du rire

→

Enfin, pour clôturer cette belle journée, voici le premier test du « libéralisme » affiché si haut par la nouvelle direction. Arthur Conte a convié « son » Conseil à une séance de cinéma. Il s'agit de visionner l'émission interdite de Me Kiejman sur le cinéma et la politique, pour décider de son éventuelle programmation.

Après un déjeuner fin chez Ledoyen, on s'engouffre dans la fraîcheur agréable d'une salle de projection : quelques vues anodines de jolies filles, Jane Fonda dans « Tout va bien », le film de Godard. C'en est trop. Tout ce beau monde sort congestionné. La décision est remise à plus tard. Au 29 août, très exactement.

Pour le libéralisme faut pas se presser...

MAURICE SEVENO

Ville de la banlieue parisienne (50 000 habitants) recherche rédacteur ou chef de bureau pour service du personnel et de la comptabilité.

Ecrire Régie publicitaire - 2, rue du Cygne - Paris (1er).

Le demi bien frais d'Edgar Faure

Dès la semaine prochaine, les entrevues entre syndicats et gouvernement vont commencer : Force ouvrière doit rencontrer Pierre Messmer le 31 juillet, la C.f.d.t., le 2 août, la C.g.t. le 3 et la F.e.n. le 4. Ensuite, ce sera au tour d'Edgar Faure, ministre chargé des Affaires sociales. Les syndicats demanderont, entre autres, le Smic à 1 000 francs et la retraite à 60 ans, avec des pensions mensuelles d'au moins 800 francs.

Que va-t-il sortir de ces entrevues ? Du côté syndical, on se méfie. La C.f.d.t., après la réunion de sa commission exécutive le 7 juillet, déclarait qu'une mutation de postes ministériels ne change pas une politique, mais vise tout au plus à créer une apparence de changement en vue des prochaines élections. Quant à la C.g.t., elle est, elle aussi, sur ses gardes. Il y a une dizaine de jours, Henri Krasucki écrivait dans « l'Humanité » : « Nous demandons des interlocuteurs ayant la volonté politique et le pouvoir de régler positivement les choses ». Visiblement, le chantre du « nouveau contrat social » inspire encore moins confiance — si cela est possible — à ses interlocuteurs que Jacques Chaban-Delmas ou Jacques Delors.

Pourtant, on laisse entendre qu'Edgar Faure aurait mis en train un vaste plan social. Déjà, le patronat s'inquiète, chiffre à 20 milliards de francs par an la note à payer si un accord se faisait sur les bases exigées par les syndicats, promet des lendemains amers et lance à Edgar Faure de clairs avertissements. Arguments qui, évidemment, ont l'heur de plaire à Valéry Giscard d'Estaing. Car là réside le problème : qu'Edgar Faure, poussé par la proximité des élections, cède sur quelques points, cela est, à la rigueur, possible. Mais il faudra que les stratèges électoraux du Pouvoir s'activent beaucoup pour fléchir nettement le ministre des Finances, qui trouvait déjà que Jacques Chaban-Delmas allait trop loin dans le « social ».

Coincé entre la tentation de conquérir une image de marque « sociale » et libérale, et les impératifs du ministre des Finances et du patronat, Edgar Faure va donc pouvoir se livrer à sa spécialité : le louvoiement. Mais il aura affaire à des adversaires décidés et méfiants, qui, suivant la formule d'Henri Krasucki, savent qu'« il y a une manière de servir la bière qui consiste à la faire mousser » et ne sont pas de ceux « qui se contentent de la mousse ».

M.B.

La C.f.t. cogne avant d'entrer

La C.f.t. n'a vraiment pas de chance. Alors qu'un de ses chauds partisans, Jean Charbonnel, arrive au ministère du Travail, elle vient de se mettre sinistrement en vedette.

L'autre soir, dans la cour d'un pâté de maisons vieillottes, à Issy-les-Moulineaux, 200 personnes dansent. Un mois plus tôt, onze familles yougoslaves, aidées par des gauchistes, étaient venues occuper l'immeuble pour échapper à leur baraquement sordide. Jusque-là, pas de problème, pas d'incident. Ce quartier ouvrier considère plutôt avec sympathie cette action « constructive » des gauchistes. Soudain, peu après minuit, deux groupes d'hommes, armés de gourdins et de barres de fer, débarquent de camionnettes Citroën. Ils lancent des engins lacrymogènes, foncent au milieu du bal, tabassent un peu au hasard. Puis emmènent avec eux deux jeunes filles.

Deux heures plus tard, Danièle L. 29 ans, professeur à Vincennes et une jeune fille de 18 ans reviendront de Versailles en stop. Les hommes de main les entraînent dans leur camionnette, puis s'arrêtent dans une cour pleine de véhicules Citroën. Là ils violent Danièle L.

Une action parfaite de commando. Si les agressés n'avaient pas capturé deux des nervis, Antonio Martino Magalhaes, Portugais, régleur chez Citroën et adhérent de la C.f.t., ainsi qu'Antoine Diaz, chef de maîtrise chez Citroën. Malmenés par les gauchistes, ils avouent avoir reçu 300 F pour récompense et avoir mené leurs actions sous les ordres d'un ancien parachutiste, Vermot, chef du service gardiennage chez Citroën.

La C.f.t. Citroën publie rapidement un communiqué pour se dédouaner. Cela ne suffira pas. Il se passe des choses curieuses dans cette usine Citroën, proche d'Issy-les-Moulineaux. Aux dernières élections professionnelles, la C.f.t. y est devenue majoritaire. Première initiative du nouveau comité d'entreprise : créer une amicale... de tir, qui compte 400 membres, dont les durs de la C.f.t. Pour devenir majoritaire, la C.f.t. n'a reculé devant aucun effort. Témoin ce que nous disait lundi un ouvrier qui préfère garder — on comprend pourquoi — l'anonymat : « Chez Citroën, si tu veux avoir un prêt social, une aide quelconque, une rallonge de salaire, d'accord si tu es à la C.f.t. ; rien du tout si tu n'y es pas. Alors, je suis inscrit à la C.f.t. »

Née en 1967, l'organisation nationale C.f.t. provient du débris des syndicats dits indépendants de la guerre froide, des commandos du commissaire Dides et des restes du mouvement Paix et Liberté de Jean-Paul David. Elle compte, en réalité, 24 000 membres et fait 1,9 % des voix aux élections professionnelles.

Ses soutiens sont divers : la fine-fleur du gaullisme droitier, Alain Griotteray en tête, des anciens collaborateurs encore adeptes de la « Charte du travail » et des restes de l'O.a.s. mal reconvertis à la vie civile.

Une semaine avant les incidents d'Issy-les-Moulineaux, le Centre des républicains libres, les gaullistes favorables à l'arrivée au pouvoir de Philippe de Gaulle, distribuaient des tracts à la gloire de la C.f.t.-Citroën. Comme quoi la bouffonnerie peut côtoyer le drame.

NICOLAS BRIMO

Les gros sabots

Les nominations intervenues mardi à l'O.r.t.f. n'ont surpris personne. Nous les avions, pour notre part, toutes annoncées dans le dernier numéro de « l'Unité ». Tous ceux dont le nom était lié, à tort ou à raison, à la timide tentative de libéralisation entreprise depuis trois ans ont quitté la place. Sans faire de bruit, sans « chambardement », comme dit, satisfait, le nouveau président-directeur général.

Georges Pompidou a désormais les mains libres. De son bureau de l'Elysée il peut tirer, quand bon lui semble, la ficelle Messmer ou la ficelle Arthur Conte. Il n'a plus à craindre la moindre résistance.

Parce que tout cela s'est passé en juillet, c'est-à-dire à une période où des millions de Français pensent légitimement aux vacances, beaucoup d'entre eux n'ont sans doute pas encore saisi la portée des changements intervenus. De même qu'ils continuent à s'interroger sur les raisons qui ont déterminé le remplacement de Jacques Chaban-Delmas par un homme dont le premier contact avec l'opinion ne paraît pas avoir été décisif, de même, ils demeurent perplexes sur les intentions du nouveau patron de la Télévision dont ils ont davantage retenu la chaleur de l'accent que la profondeur de la pensée.

Il s'agit, pourtant, d'une seule et même opération, dont l'objectif est désormais très clair : rien ne doit plus échapper à la direction de Pompidou. Il cesse ainsi ouvertement d'être le président de la République, c'est-à-dire de tous les Français, pour devenir le chef du parti majoritaire. C'est d'ailleurs ce que vient de confirmer « la Nation », qui n'en est pas à une gaffe près. Lorsque, répondant à François Mitterrand qui écrivait ici même, la semaine dernière, que Pompidou serait candidat dans 490 circonscriptions, la feuille gaulliste souligne qu'il en est bien de même d'Harold Wilson en Grande-Bretagne et de Willy Brandt en Allemagne fédérale, n'avouet-elle pas du même coup que Pompidou est à la fois chef de l'exécutif et chef de parti ?

Cette situation n'est pas nouvelle. Mais du moins avait-on, depuis le départ de De Gaulle, évité de la présenter comme telle. Désormais, on a cessé de prendre la moindre précaution. La marche électorale s'engage avec de gros sabots.

C'est donc du bon vouloir de Pompidou que doit dépendre la vie de la nation. C'est lui qui dicte à Messmer le choix de ses ministres et le détail de leurs attributions, imposant les hommes de son clan, écartant les autres sans ménagement. C'est lui qui choisit le nouveau président-directeur général de l'O.r.t.f., député U.d.r., plusieurs semaines avant que soit soumise au Conseil des ministres, puis au Parlement, la nouvelle loi qui va créer le poste ; c'est lui qui établit la liste des nouveaux responsables de l'O.r.t.f., n'hésitant pas à placer à la tête de la troisième chaîne — celle qui jouera le rôle le plus insidieux au cours de la prochaine campagne électorale — un membre de son cabinet qui ne s'avisera d'en démissionner que le jour même de sa nomination officielle.

On peut, dès lors, imaginer ce que sera la Télévision dans les mois qui viennent, alors que va s'engager une bataille politique capitale pour l'avenir de notre pays. « Période préélectorale qui sera délicate », admet Arthur Conte. Même si, comme on lui en prête l'intention, le nouveau P.d.g. ouvre quelques fausses fenêtres à l'intention de l'opposition — à propos, la télévision n'a toujours pas jugé utile de consacrer une émission au programme commun de la gauche ! — la nouvelle organisation va conduire nécessairement, car elle est faite pour cela, à un « matraquage » accru. Et qui ne touchera plus seulement les journaux télévisés, mais l'ensemble des émissions où, jusqu'ici, sur la première ou sur la seconde chaîne, un temps d'antenne échappait parfois au conformisme gouvernemental.

De tout cela, les Français ne manqueront pas de s'apercevoir dans quelques semaines. Et il n'est pas certain du tout que leur réaction soit celle qu'attendent Pompidou et les hommes qu'ils a choisis pour exécuter ses ordres. Nous nous permettons même de suggérer au « Figaro », expert en sondages, de faire demander par la Sofres si Pompidou est un Président « loyal » ou « s'il cherche à tirer les ficelles à son profit » (1).

La réponse serait d'autant plus intéressante qu'elle pourrait être comparée à une autre qui a été effectivement donnée il n'y a pas si longtemps: le 23 avril dernier, 64 % des Français, en votant non ou en refusant de voter, ont signifié à Pompidou qu'ils n'étaient pas dupes. De cette gifle, le successeur de De Gaulle ne s'est jamais remis. Mais un Messmer, plus un Malaud, plus un Arthur Conte ne suffisent pas à lui donner ce qu'avait son prédécesseur et que lui n'aura jamais.

CLAUDE ESTIER

(1) Texte de la question posée dans le dernier sondage Sofres-« Figaro » à propos du comportement supposé du Parti communiste.

Le cochon de salarié paiera

Il était tout fier mercredi, Valéry Giscard d'Estaing, en annonçant un Budget en équilibre (196 milliards) pour 1972. En feignant d'oublier que le Conseil des ministres était allé au plus facile, en n'arrêtant que les dépenses (et en amputant les équipements collectifs de 2 milliards, « gelés » pour utilisation au gré de la conjoncture !). Pour les recettes, le gouvernement ne se décidera qu'au début de septembre.

Pourtant, au moment même où les premières feuilles d'impôt arrivent chez les contribuables, le Conseil des impôts vient d'exprimer les plus expresses réserves à l'égard de la politique fiscale du gouvernement. Mis en place en février 1971, cet organisme officiel a précisément pour mission de contrôler l'équité de nos dispositions fiscales. Dans un document publié récemment, il affirme que le principe de l'unité de l'impôt sur le revenu, maintes fois réaffirmé par le gouvernement, aboutit à une certaine injustice : « Toutes les conséquences de ce principe ne semblent pas avoir été aperçues lors de son affirmation ».

Le Conseil estime, en effet, que dans l'état actuel des choses — les moyens de contrôle étant nettement insuffisants — il n'est pas possible de connaître les revenus non salariaux avec la même exactitude que les revenus salariaux. Mais cela n'est pas son argument principal. Pour lui, l'injustice réside, avant tout, dans le fait qu'il existe une différence de nature entre les revenus du travail, d'une part, et les revenus du capital, d'autre part : « Les revenus salariaux qui sont le résultat d'un effort personnel prennent nécessairement fin avec la disparition de la force de travail, alors que les revenus provenant d'un capital sont des revenus nets, obtenus après déduction des amortissements nécessaires au renouvellement du capital ».

En d'autres termes, cela signifie que les revenus du travail sont la contrepartie d'une dépense d'énergie, alors que les autres revenus imposés ne supposent aucun effort. Ainsi, mille francs de dividendes encaissés n'ont pas la même valeur que mille francs de salaires perçus. En effet, le capital conserve une valeur qui est négociable à tout moment. Rien de tel, évidemment, pour le travail. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la plupart des pays pratiquent un abattement de l'ordre de 30 à 40 % — 20 % seulement en France — de l'assiette imposable en ce qui concerne les revenus du travail.

Il faut reconnaître que le Conseil des impôts n'a certainement pas eu grand mal à aboutir à cette conclusion, tant les statistiques officielles permettent de constater facilement que, loin d'être des privilégiés de l'impôt — le gouvernement voudrait appliquer également aux revenus non salariés l'abattement de 20 % — les véritables salariés supportent une part de l'impôt sur le revenu qui excède largement celle qui devait être la leur.

Entre 1959 et 1969, le nombre des ménages assujettis à l'impôt a doublé ; 10,4 millions contre 5,2 ; alors que le nombre des revenus salariaux imposés, pendant la même période, était multiplié par 2,2. En 1965, les salaires représentaient, en nombre, 84 % des revenus globaux imposés, et 89 % en 1969. En valeur, les salaires imposables, en 1969, atteignaient 75 % du total des revenus imposés, contre 64 % en 1959.

Il en résulte que les salaires et pensions constituent une fraction de reve-

Comment vous subventionnez la guerre du Vietnam?

La crise du dollar, c'est l'art et la manière de faire financer la guerre du Vietnam et les investissements américains en France par les contribuables français.

Pour lutter contre la spéculation, les grands argentiers des pays de la C.e.e. ont décidé de soutenir le dollar, et de refuser la « flottaison » de leurs monnaies. La presse, la radio, la télévision en ont largement informé les populations. Mais qu'est-ce que cela veut dire, en clair ?

Les dépenses des Etats-Unis, notamment en raison de la guerre du Vietnam, excèdent largement les recettes fiscales. Le gouvernement Nixon utilise la « planche à billets ». Le dollar est dévalué dans les faits. Le gouvernement américain refuse de tirer les conclusions — dans l'immédiat — et demande la solidarité des pays occidentaux, dont la France. Ceux-ci avaient le choix entre deux « solutions » : ou la flottaison des monnaies ; ou le maintien artificiel du cours du dollar par des achats massifs, effectués par les Banques centrales.

Dans le premier cas, si la mesure est prise avant que les spéculateurs transforment leurs dollars en monnaie européenne, l'intérêt de l'opération diminue, et la spéculation est stoppée. Si cette mesure est prise trop tard — et c'est toujours le cas — les réserves de dollars accumulées par les Banques centrales perdent une partie de leur valeur, et c'est le contribuable du pays visé qui doit en faire les frais.

Dans le second cas, c'est encore plus simple : pour éviter de faire financer les spéculateurs par les contribuables — ce qui est très moral en soi — les Etats européens financent directement le gouvernement américain, en achetant massivement les dollars jetés sur le marché.

Il y a, bien sûr, un pari à la base : si la spéculation est découragée — à supposer qu'elle soit responsable de la chute du dollar, et non simplement qu'elle en profite — le dollar se maintiendra, et les Banques centrales n'auront rien perdu dans l'opération. Mais si, ce qui est probable à terme, le gouvernement américain décide une nouvelle dévaluation, les stocks de dollars auront perdu d'autant leur valeur... et les trous seront bouchés par les contribuables de chacun des pays visés.

En l'état actuel des choses, les mesures annoncées gravement par notre éminent ministre des Finances vont conduire les bons contribuables français à financer, bon gré mal gré, le déficit américain, la guerre au Vietnam et les investissements américains en France qui se traduisent par le rachat des grandes entreprises et des industries de pointe.

Les solutions ? Dans l'immédiat, la Suisse a partiellement montré l'exemple : il faut taxer les dollars entrés en France d'un montant correspondant au moins à la dévaluation de fait. A long terme, revoir, bien entendu, le système monétaire international et nationaliser les industries prises en main par les spéculateurs américains et autres, que tout le monde condamne, mais que personne ne sanctionne.

GEORGES RINO

nus imposables excédant celle que leur poids spécifique dans les revenus des ménages devrait leur conférer. Comment expliquer cette situation ? Les raisons sont multiples. On peut citer les diverses mesures prises, depuis dix ans, en faveur des revenus industriels — amortissements dégressifs, régime des plus-values — et en faveur des revenus mobiliers : abattements de 1 000 F, prélèvement libératoire de 25 %, avoir fiscal. Autres facteurs : la sous-évaluation de certains forfaits et, surtout, l'ampleur de la fraude. En 1969, 50 000 foyers ont déclaré un revenu imposable supérieur à 100 000 F pour l'année. Ce chiffre est dérisoire, comparé au nombre des résidences secondaires, yachts, avions de tourisme, voitures de sport...

La C.g.t. a fait connaître sa satisfaction de voir le Conseil des impôts reprendre des thèmes qu'elle développe depuis plusieurs années. Mais Giscard d'Estaing s'est empressé, le jour même de la publication du rapport du Conseil des impôts, de déposer un projet de loi exprimant la volonté du gouvernement de poursuivre la politique déjà engagée...

CLAUDE VINTOUX

Une nouvelle traite des blanches

Le début pourrait être celui d'un conte de fées modernes. Dans son village du Liban, Salma, vingt ans, s'était presque résignée à ce qui semblait être son sort : issue d'un milieu modeste, elle travaillait chez les uns et les autres depuis l'âge de huit ans. Elle ne savait ni lire ni écrire. Un jour, vint une femme de la ville : Libanaise, mariée à un Français, elle proposa d'emmener Salma avec elle, à son service, dans une grande ville étrangère.

Ici s'achève le conte de fées, pour laisser la place à ce qu'on a l'habitude de lire dans les plus sordides romans populaires du XIXe siècle : la Thénardier, comparée à Mme X, l'étrange étrangère, est une exquise et généreuse créature. Salma raconte sa vie : « Je travaillais 16 heures par jour : ménage, vaisselles, linge, etc. Non seulement je n'ai jamais été déclarée à la Sécurité sociale, mais je n'ai jamais touché un centime de salaire. Tout au plus, en sept mois de travail, on a dû me donner, de temps en temps, un peu d'argent : en tout, cela doit faire dans les 800 francs. Quand je suis arrivée, on m'a confisqué mon passeport. Ce n'est pas tout. J'étais très mal nourrie et très mal traitée : on m'appelait putain, on me frappait. »

Ce traitement a laissé des traces : quand Salma s'est réfugiée chez une cousine, un médecin l'a examinée : elle était atteinte d'un début de dépression nerveuse et souffrait d'un commencement d'ulcère. Chez les X, elle avait perdu 25 kg.

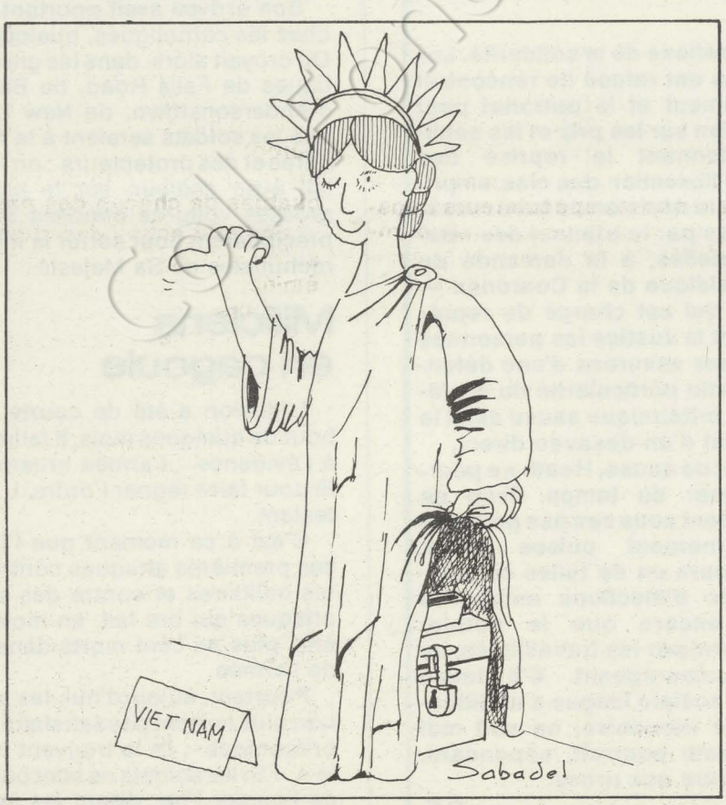
Car Salma, finalement, a eu de la chance : une cousine vivant dans la même ville s'est occupée d'elle. De plus, elle avait atteint sa majorité.

« Elle est arrivée chez nous un soir, raconte la cousine de Salma. Elle était dans un état épouvantable, elle n'en pouvait plus. Elle s'était sauvée sans rien emporter. J'étais déjà inquiète avant cela : j'avait été la voir une fois, je me rendais compte que quelque chose n'allait pas, mais je n'arrivais à avoir aucune précision de Mme X. A quel titre était-elle là ? Quel était exactement son travail ? Voilà des questions qui restaient sans réponse précise. D'abord, on m'a dit qu'elle était étudiante ; ensuite qu'on l'avait ramenée au pair, par pitié. Et, maintenant que Salma habite avec moi, je suis effarée de voir quels moyens de pression Mme X utilise contre elle. Elle a écrit à la mère de Salma que celle-ci recevait des hommes dans sa chambre, que si elle s'est sauvée, c'est parce qu'elle était enceinte et voulait se faire avorter. Malheureusement pour Mme X, un médecin a constaté que cela était faux. Mais c'est très dur pour Salma . »

Pour le moment, l'histoire en est là. La cousine de Salma est surprise des obstacles qu'elle a rencontrés : à la police, à l'ambassade du Liban, on lui a plus d'une fois conseillé de « laisser tomber » et de se mêler de ce qui la regardait. On peut s'en étonner avec elle. Car cette histoire moyenâgeuse ne se déroule pas dans le fond de l'Arabie séoudite au siècle dernier : elle se passe aujourd'hui, en plein Paris. Et Salma n'est pas une exception malheureuse : chez les X, c'était la septième jeune fille libanaise à défiler.

Visiblement, les X ne sont pas non plus une exception : après que Salma se soit sauvée, sa cousine a reçu un coup de téléphone d'une Libanaise, mariée à un Français et vivant à Paris : ayant appris que Salma ne travaillait plus chez les X, elle proposait de l'engager à 450 francs par mois — versés directement aux parents — pour 12 heures de travail par jour. Dimanche après-midi libre.

MICHELE BACKMANN



Face à l'O.a.s. irlandaise

De notre correspondant à Belfast.

Dans le vacarme et la fumée des explosions de vendredi dernier, dans les hurlements des sirènes, dans les cris de douleur des blessés, dans la panique de toute une ville en proie aux explosifs, c'est indiscutablement une nouvelle étape de la guerre d'Irlande qui vient de s'ouvrir.

Après une période de négociations laborieuses et secrètes, de trêves sanglantes et vaines, de vagues espoirs, voici l'heure de la fermeté : « L'Ira ne doit pas gagner et ne gagnera pas », déclarait samedi à la B.b.c. le proconsul anglais à Belfast, William Whitelaw. Au même moment, les autorités de Dublin annonçaient qu'elles redoutaient « une nouvelle vague de violence » et les extrémistes protestants de l'U.d.a. (Ulster Defense Association) laissaient entendre qu'ils s'apprêtaient à lancer une « offensive punitive » contre l'Ira, l'armée républicaine clandestine.

L'armée anglaise, quant à elle, a entrepris dès samedi, à Londonderry et à Belfast, le « nettoyage » des quartiers catholiques. Résultat de l'opération : une centaine d'arrestations et plusieurs batailles d'armes automatiques, qui ont fait une dizaine de morts.

Moins de six mois après le dimanche sanglant de Londonderry, au cours duquel 13 catholiques sont tombés sous les balles de l'armée anglaise, ce que révèle le vendredi sanglant de Belfast, qui a fait 16 morts et une centaine de blessés, c'est l'échec complet de la politique irlandaise d'Edward Heath et de son secrétaire d'Etat chargé des affaires d'Irlande du Nord, William Whitelaw.

Pouvait-on espérer autre chose ? « Evidemment pas, répond un militant de l'Ira, qui veille avec plusieurs camarades sur une barricade du secteur de Ballymurphy, près de Whiterock Road. Nous ne pouvons rien espérer du gouvernement britannique, pour une raison simple : jamais Heath n'acceptera de nous donner ce que nous demandons d'abord : la liberté. Il a annoncé l'autre jour, au cours d'une réception, que l'Ulster resterait partie intégrante du Royaume Uni aussi longtemps que la majorité de ses habitants en exprimerait le désir. Quand on sait que nous sommes cinq cent mille catholiques pour un million de protestants, on voit ce que cela signifie. Ce n'est que par la force que nous pourrons acculer le gouvernement à la discussion. »

La force, c'est d'ailleurs la seule réponse que le gouvernement britannique ait apportée au problème irlandais : dès les premiers troubles, en 1969, il fut décidé d'envoyer à Belfast 5 000 soldats. On en est aujourd'hui à 17 000 : un fantassin britannique sur dix est en Ulster.

Cette armée est partout. En rase campagne, où l'on croise, sur les routes du sud qui conduisent à la République d'Irlande, ses patrouilles en scout-cars blindés. Au centre de Belfast, où elle a installé ses barrages et où elle fouille les passants. Dans les quartiers périphériques, où elle surveille les barricades catholiques et protestantes, où elle a aménagé des cantonnements dans des usines et des entrepôts vides, où elle construit partout des postes de contrôle et des nids d'armes automatiques. Moderne, puissamment équipé, le corps expéditionnaire britannique à Belfast n'a évidemment, comme beaucoup s'y attendaient, rien résolu.

Son arrivée avait pourtant fait naître, chez les catholiques, quelques espoirs. On croyait alors, dans les ghettos catholiques de Falls Road, de Ballymurphy, d'Andersonstown, de New Lodgeroad, que les soldats seraient à la fois des arbitres et des protecteurs ; on les accueillait avec chaleur, sur le passage des grosses voitures blindées les gens se précipitaient pour serrer la main des parachutistes de Sa Majesté.

Miliciens en cagoule

L'illusion a été de courte durée. Au bout de quelques mois, il fallut se rendre à l'évidence : l'armée britannique était là pour faire régner l'ordre. L'ordre protestant.

C'est à ce moment que l'Ira a lancé ses premières attaques contre des postes militaires et contre des sentinelles, attaques qui ont fait, en moins de trois ans, plus de cent morts dans les rangs de l'armée.

Pourtant, aujourd'hui, les protestants non plus ne sont pas satisfaits de l'armée britannique : ils la trouvent trop « molle ». « Si les soldats ne sont pas capables de liquider l'Ira, disent les militants de l'U.d.a., nous le ferons à leur place. »

Grande-Bretagne: La revanche des syndicats

Après l'affaire Maudling et alors que la situation se dégrade quotidiennement en Irlande du Nord, Edward Heath aura eu à affronter, cette semaine, un conflit social de grande ampleur. Le prétexte a été l'arrestation et la condamnation de cinq dockers. Les Trade Unions (Tuc) avaient même décidé un arrêt de travail (pour lundi) quelques heures avant que les 5 dockers soient remis en liberté.

La facilité avec laquelle l'affaire a pu s'envenimer est significatif de l'état des relations sociales en Grande-Bretagne. Les syndicats n'ont jamais accepté la loi Carr, qui réglemente le droit de grève. Au lendemain de l'échec électoral des travaillistes, ils ne purent que se limiter à des protestations platoniques, alors que, dans l'opinion, un courant majoritaire paraissait favorable à la législation anti-grève. D'autre part, la campagne contre l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun fit long feu, compte tenu, notamment, des divisions du Labour. Le Tuc attendait donc l'occasion de prendre une revanche.

Heath la lui a donnée en faisant jouer contre lui le réflexe de la solidarité. Les Trade Unions ont refusé de rencontrer le gouvernement et le patronat pour une discussion sur les prix et les salaires, subordonnant la reprise des contrats à la libération des cinq emprisonnés. D'où la décision de faire réexaminer leur cas par le tribunal des relations industrielles, à la demande du conseiller juridique de la Couronne — personnage qui est chargé de représenter devant la Justice les personnes qui ne sont pas assurées d'une défense légale. Cette particularité du système juridique britannique sauve ainsi le gouvernement d'un désaveu direct.

En tout état de cause, Heath ne pourra que gagner du temps. Trop de conflits naissent sous ses pas pour que son gouvernement puisse durer. Comme toujours en de telles circonstances, l'idée d'élections anticipées réapparaît, encore que le dernier exemple, fourni par les travaillistes, ne soit pas encourageant. S'il fallait qu'une crise sociale longue s'additionne à la crise irlandaise, on voit mal comment Heath pourrait, cependant, éviter le recours aux urnes.

C.F.



Milices protestantes de l'U.d.a. défilant dans Belfast.



Enfants dans le quartier catholique.

C'est une étrange milice que cette U.d.a. dont les membres, la tête dissimulée par une cagoule, montent la garde aux portes des quartiers protestants. Ses responsables affirment pouvoir mobiliser plus de 40 000 hommes. Organisée et hiérarchisée comme une armée, fanatisée par les harangues de ses « pasteurs de choc » elle évoque irrésistiblement l'O.a.s. : même fascination pour les grades, pour les noms de code, pour les sigles, pour le mystère. Même sectarisme, même frénésie verbale.

En face de l'U.d.a., en face de cette autre organisation protestante extrémiste que sont les Vanguards du redoutable pasteur Smyth, en face de l'armée, en face des Royal Ulster Constabulary — la police de l'Ulster, dans laquelle on trouve une forte proportion d'anciens membres des « B Specials », la milice protestante aujourd'hui officiellement dissoute — il y a l'Ira.

Des idées ou des rafales

« Heureusement qu'ils sont là, dit un épicier d'un quartier catholique. Nous n'avons qu'eux pour nous protéger. » Indiscutablement, l'Ira a su gagner la sympathie — active — des catholiques. Ses hommes sont aujourd'hui comme des poissons dans l'eau dans les ghettos catholiques. Ce soutien de la population n'est d'ailleurs pas la moindre force de cette armée de guérilla urbaine qu'est aujourd'hui l'Ira.

Bien organisée et bien armée, l'Ira a fini par surmonter sa division en deux branches : les « officials », marxistes rigoureux, et les « provisionnals », politiquement beaucoup plus « flous », mais militairement plus puissants. Bien sûr, provisionnals et officials continuent à s'opposer sur la stratégie et la tactique à utiliser, mais aujourd'hui ils échangent des idées et non plus, comme par le passé, des rafales de mitraillette. Chaque période difficile les retrouve côte à côte. Ce fut le cas au lendemain du massacre de Londonderry, lorsqu'ils déclarèrent ensemble : « Maintenant nous allons tuer le plus possible de soldats. » Ce fut le cas le dimanche 16 juillet, quand les chefs des deux branches décidèrent ensemble « d'intensifier la lutte », à la suite de la bataille de Lenadoon Avenue, à Belfast.

Que peut-on espérer aujourd'hui, alors que Whitelaw a fait savoir qu'il ne rencontrerait plus d'émissaires de l'Ira ? Alors que toutes les trêves et toutes les entrevues secrètes — à commencer par celle d'Harold Wilson avec les dirigeants de l'Ira — ont échoué ? Alors que des renforts de troupes arrivent à l'aéroport de Belfast ? Alors qu'Heath est aux prises avec une grave crise sociale en Angleterre. Rien, semble-t-il, ne pourra désormais empêcher l'Ulster de glisser vers ce qui semble inévitable : l'explosion de la guerre civile.

SEAN KELLY

Les mensonges de Nixon

La réunion cette semaine, à Paris, d'une « conférence des Partis communistes et ouvriers de toute l'Europe contre l'agression américaine au Vietnam » — c'est ainsi que titrait « l'Humanité » de mardi pour annoncer la nouvelle — a été décidée alors que la guerre, l'abominable guerre, connaissait de nouveaux rebondissements. La délégation américaine à la négociation de Paris a d'ailleurs senti le besoin d'annoncer une prochaine offensive des troupes communistes, soulignant, en outre, que jamais le nombre de soldats du Nord n'a été aussi élevé sur le territoire du Sud. Il s'agit, bien entendu, de réutiliser l'argument cent fois avancé de l'invasion nord-vietnamienne.

Cet argument aurait pu avoir quelque valeur, si le gouvernement Johnson n'avait pas décidé de porter la guerre au Nord, sur un prétexte qu'on sait aujourd'hui faux ; et si le gouvernement Nixon n'avait pas cru nécessaire d'intervenir au Cambodge, de lancer les troupes du Sud dans des offensives hors de leur territoire et de reprendre, en les amplifiant, les bombardements sur le Nord. Faute d'avoir recherché une solution politique raisonnable et pour avoir pratiqué systématiquement l'escalade militaire, l'Administration américaine s'est enfoncée dans une bataille de plus en plus difficile à terminer honorablement, les exigences des adversaires s'étant précisées et accrues en dix ans. Rarement on aura vu autant d'absurdité présider à la politique d'une grande nation.

Les Etats-Unis se placent peu à peu au ban de l'humanité, parce que la guerre qu'ils font devient insupportable par la disproportion entre les moyens utilisés et le but poursuivi officiellement. Ce n'est pas que beaucoup de donneurs de leçons soient blancs comme neige dans le domaine de l'humanitarisme. Mais leur passé n'excuse pas le présent américain. Richard Nixon, qui a été pris en flagrant délit de mensonge — si c'est ignorance, c'est tout aussi grave — par des journalistes étrangers au sujet du bombardement des digues, reçoit maintenant le démenti de l'actrice Jane Fonda — qui, renonçant aux pompes d'une carrière facile, a été regarder sur le terrain les effets des projectiles lancés par l'aviation de son pays. D'autres citoyens américains l'ont précédée dans ces pèlerinages vers la mort moderne et une partie importante de l'opinion américaine n'en est pas choquée, bien



Richard Nixon et Henry Kissinger.

au contraire, parce qu'il arrive un moment où la guerre atroce devient la guerre impopulaire même pour le peuple au nom duquel elle est conduite.

Ce durcissement dans les deux camps ne doit cependant pas faire oublier que les négociations ne sont pas rompues, bien au contraire. On peut même voir, dans le déchaînement des propagandes et le renouvellement de la violence, la preuve que le conflit touche à ses derniers instants et en est, par conséquent, à des soubresauts épouvantables puisque de plus en plus inutiles.

Les contacts privés entre Le Duc Tho et Henry Kissinger, confirmés à la fin de la semaine dernière par la presse de Hanoï, n'ont pas été menés en vain ; encore qu'ils aient buté sur la question du pouvoir politique à installer à Saïgon, ce qui est en fait le dernier point de désaccord entre les belligérants. Nixon soutient, en effet, que le seul problème est le cessez-le-feu, qui doit permettre aux Vietnamiens de discuter entre eux. Sans qu'interviennent les Etats-Unis qui, curieusement, découvriraient ainsi, dès que les combats seraient arrêtés, que le sort du Vietnam du Sud ne les concerne plus !

Il reste donc à Kissinger à trouver une solution, qui consiste peut-être simplement à arracher le président Nixon à l'influence d'autres conseillers. Peut-il lui montrer l'Amérique défigurée et salie par la guerre qu'elle mène ? Lorsqu'il y a trente ans, en août 1942, les Marines débarquaient sur l'île de Guadalcanal pour entreprendre leur longue marche vers Tokyo, ils portaient l'espérance des peuples opprimés. Aujourd'hui, l'armée américaine n'est plus que le bras d'un impérialisme barbare.

CLAUDE FUZIER

Espagne: La renaissance des socialistes

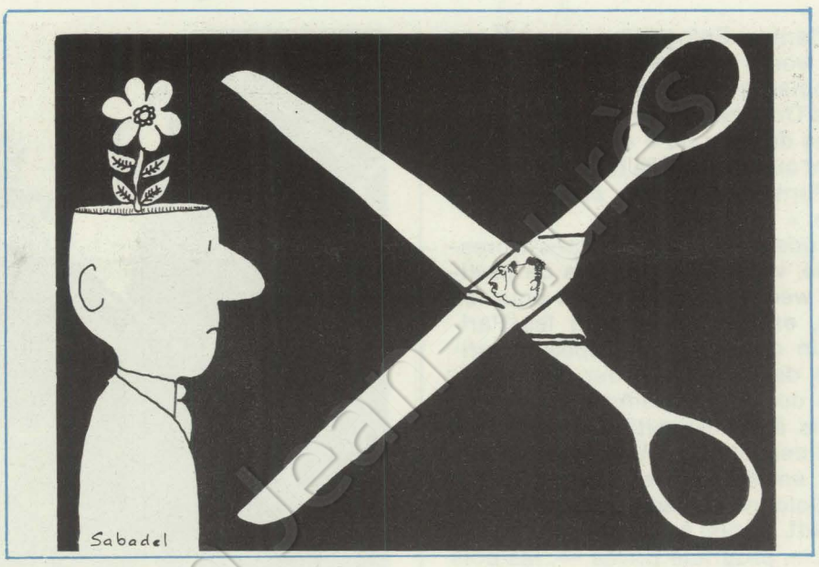
Burgos, S.e.a.t., El Ferrol, grèves, relance des luttes étudiantes, manifestations dans les rues, matraquages, tortures, fusillades, agitation permanente dans les Asturies, en Catalogne et au Pays Basque... Depuis dix-huit mois, malgré la peur, la répression sauvage et les prisons, l'Espagne bouge. Et les socialistes espagnols ne sont pas les derniers. Comme tous les militants ouvriers, ils paient un lourd tribut : en 1971, 8 000 personnes ont eu affaire aux « tribunaux de l'ordre public ».

Le 15 août, le P.s.o.e. — le Parti socialiste ouvrier espagnol — tiendra son congrès à Toulouse, qui marquera un tournant dans l'histoire du Parti. Très puissant sous la République, mais mal préparé à la clandestinité, il lui faut se doter de structures efficaces. Déjà, la commission exécutive est majoritairement composée de travailleurs et l'ancien siège de Toulouse perd de son importance. Aujourd'hui, le pouvoir de décision appartient aux militants clandestins qui luttent quotidiennement en Espagne.

Pour les jeunes et nouveaux dirigeants de l'intérieur, la priorité est à l'implantation dans les entreprises, les quartiers et les facultés, à la reconquête d'une base ouvrière et jeune. C'est ainsi que le Parti se développera.

De son côté, la vieille centrale, l'Union générale des travailleurs, fait peau neuve et défend sa propre stratégie. Elle refuse la voie choisie par les Commissions ouvrières animées par des catholiques et des communistes : « entrisme » dans les syndicats officiels et participa-

Procès à Prague



En dépit des assurances données à plusieurs reprises par Gustav Husak, c'est bien une série de procès politiques qui viennent de se dérouler à Prague, à la veille du quatrième anniversaire de l'intervention soviétique. En quelques jours, seize personnalités qui, à des titres divers, avaient joué un rôle à l'époque Dubcek, ont été condamnées pour « subversion » à des peines allant jusqu'à six ans de prison. Et c'est maintenant l'ancien recteur de l'école supérieure du Parti, Milan Huebl, qui va être traduit devant le tribunal.

Parmi ceux qui viennent d'être les plus sévèrement frappés, l'historien Jan Tesar, le sociologue Rudolf Battek, l'ancien dirigeant étudiant Jiri Mueller, deux anciens importants fonctionnaires du Parti, Jaromir Litera et Joseph Stehlik, le pasteur Jaromir Dus, etc. Dans tous ces cas, la « subversion » consistait à avoir édité ou diffusé des tracts ou des journaux clandestins hostiles à la « normalisation » ; ou encore à avoir fait circuler les revues publiées par des communistes tchécoslovaques émigrés, telles que « Listy », périodique de petit format édité à Rome par l'ancien directeur de la Télévision, Jiri Pelikan ; ou même, simplement, à avoir été trouvé en possession de tracts rappelant à la population son droit de s'abstenir aux élections de novembre dernier.

La plupart des condamnés avaient été arrêtés il y a plusieurs mois déjà, ce qui confirme qu'une vague de répression s'est bien abattue à Prague vers la fin de 1971 et le début de 1972. On sait que le Parti socialiste avait pris, le 11 février, contre cette vague d'arrestations, l'initiative d'une protestation, à laquelle s'étaient associées plusieurs organisations démocratiques, mais que le Parti communiste français — qui avait pourtant lui-même dépêché Roland Leroy à Prague quelques jours plus tôt — avait alors considérée comme « mal fondée et inopportune ». La C.g.t., pour sa part, avait fait état d'assurances qu'elle avait reçues du Conseil central des syndicats tchécoslovaques, selon lesquelles « il n'était pas question de relancer des procès d'opinion préfabriqués » **(voir « l'Unité » des 25 février et 10 mars 1972).**

Le problème est posé

Le problème est donc de nouveau posé sans pouvoir être esquivé. En effet, le fait que les accusés de ces derniers jours aient été jugés en vertu de l'article du Code pénal qui punit la « subversion » contre la République ne peut faire oublier qu'il s'agit d'hommes et de femmes qui jouèrent un rôle actif au temps du « printemps de Prague ». On doit remarquer qu'aucun de ces procès n'a eu le caractère véritablement public prévu par la loi et que plusieurs des accusés se sont vus infliger des peines supérieures à celles réclamées par le procureur, ce qui souligne encore le caractère politique des jugements prononcés.

A noter que si « l'Humanité » a annoncé sans commentaire ces différentes condamnations, le Parti communiste italien, tout en dénonçant l'utilisation faite par certains de la situation en Tchécoslovaquie, vient de réaffirmer son « attitude fermement critique sur les procès qui se déroulent à Prague ». Soulignant que l'abolition de la propriété capitaliste ne signifie pas « que la plénitude des rapports socialistes soit réalisée ni que la démocratie socialiste le soit », « l'Unita », organe du P.c.i., ajoute : « C'est pourquoi nous nous battons pour que des voies nouvelles soient empruntées et, pour nous-mêmes, nous choisissons une voie autonome et originale. »

---

tion camouflée aux élections professionnelles. Pour l'U.g.t., il s'agit au contraire de lutter dans la plus stricte clandestinité, de refuser toute forme de participation. Les militants de l'U.g.t. créent des comités de base dans les usines, prennent en compte les revendications immédiates des travailleurs, mais dénoncent aussi le régime franquiste et forment les cadres clandestins du mouvement socialiste.

Leur stratégie semble payante. Lors du dernier congrès de l'U.g.t., tenu en France, toutes les régions d'Espagne étaient représentées. Chaque jour, aux portes des usines, dans les banlieues industrielles et dans les ateliers, des militants distribuent, malgré la police, les journaux clandestinement ronéotypés. Dans les Asturies, aux côtés des autres forces politiques, l'U.g.t. continue le vieux combat contre le patronat minier et métallurgique.

Le P.s.o.e. souhaite l'unité d'action à la base dans les usines, sur des actions et des objectifs concrets. Ainsi, selon lui, les rapports avec les communistes ne se posent pas en termes d'accord politique, mais dans la pratique militante. Il est vrai que cette attitude n'est guère prisée des communistes, toujours méfiants à l'égard des mouvements qui peuvent échapper à leur contrôle. Les méfiances subsistent, mais s'estompent avec les nouvelles générations qui n'ont pas connu la guerre civile.

Peu à peu, une authentique force socialiste renaît en Espagne. Elle est ambitieuse et le régime devra compter avec elle. A l'image de ce que nous disait un jeune dirigeant clandestin du P.s.o.e. : « D'abord, abattre le franquisme qui nous étouffe, ensuite : la lutte des classes ».

NICOLAS BRIMO
et GILBERT SANS

Razzia sur la forêt

« Important — Sologne — nous créons pour vous un domaine sur parcelles boisées de 3 000 à 4 000 m2, au sud d'Orléans, nous construisons des pavillons de style du F 4 au F 7. Calme reposant au milieu de la forêt... S'adresser... Permanence sur place le dimanche. »

C'est une annonce parue dans la presse locale, vantant les mérites de pavillons de week-end en Sologne pour les citadins, en particulier pour les Parisiens. Un des exemples types du grignotage de la forêt autour des villes, et aussi de l'amenuisement des zones de loisirs à la disposition des promeneurs et des touristes. Une grave menace pèse, en effet, sur les 500 000 hectares de Sologne — l'équivalent d'un département. Et peu à peu les chemins se ferment — propriété privée —, les bois sont abattus, clôturés — propriété privée —, les étangs vendus comme des lots de terrain, les murs montent, les villas standarts, à peine construites et déjà laides, déforment le paysage.

Un effort patient, coûteux a permis, en un siècle et demi, de reboiser cette région, et en même temps de l'assainir, après plusieurs siècles d'exploitation intensive de la forêt, dont la surface, de 80 % du total, était tombée à 15 %. Le taux de boisement atteint aujourd'hui 35 %, c'est-à-dire 180 000 hectares — dont 50 000 en résineux qui de croissance rapide sont d'un rapport intéressant, mais ont l'inconvénient d'acidifier le sol.

Ces vastes surfaces boisées, zones privilégiées de la chasse sous ses diverses formes, ont depuis longtemps avivé l'intérêt des grands propriétaires et surtout des sociétés capitalistes : à deux heures de route de la capitale, des zones de chasse offertes aux actionnaires et aux clients ont été édifiées sur des centaines d'hectares. A un prix fort intéressant, puisque, d'une part, les achats pouvaient être déduits des bénéfices ; et que, d'autre part, les petits exploitants agricoles vendaient à bas prix des terres incultes ou d'une culture difficile.

Capitalistes contre collectivité

Les nouveaux hobereaux, d'ailleurs, ne toléraient pas sur ces surfaces réservées le moindre trouble pour la chasse et l'élevage du gibier. Les fermiers ont été presque partout évincés, tandis que



les villageois ne pouvaient plus pénétrer dans des bois qui, bien que privés, ne leur étaient auparavant pas interdits pour la promenade, le ramassage du bois mort, des champignons ou des « lumas » — les escargots, en patois solognot — voire la chasse. Malheur aussi aux citadins qui, le dimanche, osaient s'aventurer à quelques mètres à l'intérieur de ces « chasses gardées ». D'année en année, la Sologne devenait zone interdite, alors qu'à proximité des villes, la forêt se réduisait, telle la peau de chagrin.

Le mécontentement, tant des habitants des villes que des villageois et des exploitants agricoles, s'est transformé peu à peu en vive irritation et le développement récent de cette emprise des grands propriétaires inquiète, au point de susciter des ripostes en plusieurs endroits de Sologne.

Ainsi, à Romorantin, trois conseillers municipaux de l'opposition ont lancé un bulletin — « La Sologne » — où le problème de l'utilisation plus libérale des forêts est posé, ainsi que l'aménagement rationnel du tourisme et des loisirs en Sologne, qui en aucun cas ne doit devenir « un désert », rejoignant par là les préoccupations des Berrichons, et des responsables du Parti socialiste plus particulièrement.

Dans le même esprit, et sans vouloir minimiser l'aménagement de la Loire-Moyenne en « métropole-jardin » projeté par l'Organisation d'études d'aménagement de la Loire Moyenne (Orealm), les socialistes de la région Centre avaient, en novembre dernier, lors d'une conférence tenue à Tours, estimé que, dans cette région, plusieurs facteurs avaient été négligés.

Le "droit d'accès"

Dans leur document, on pouvait lire : « l'environnement est loin d'être aussi attrayant qu'il est présenté : l'appropriation des forêts (Sologne, Touraine, Indre) par des capitalistes souvent extérieurs à la région soustrait aux loisirs de vastes espaces. Et le Parti socialiste insiste sur la nécessité de protéger à tout prix les secteurs agricoles pour lesquels les agriculteurs et la collectivité ont consenti de lourds efforts de modernisation... L'extension des résidences secondaires se traduit aussi par un dépérissement de la campagne (voir l'abandon des zones rurales en Sologne) ... La spéculation foncière interdit tout développement autre que linéaire et anarchique, aboutit au massacre des espaces verts et à la pollution... »

Une prise de conscience, qui a été longue à se manifester, se fait jour. Des conférences-débats sont organisés. Ainsi, récemment, à Nouan-le-Fuzelier,



économistes, agronomes, écologues, élus locaux ont évoqué les dangers les plus graves pesant sur les forêts, les étangs, la faune et la flore. Trois sortes de réserve sont suggérées, notamment par le Dr Schricke, conseiller général de la Motte-Beuvron : cynégétiques, éducatrices et touristiques, intégrales à but scientifique, qui demande la création de telles réserves en forêt domaniale d'Orléans ou de Lamotte, ou encore sur les 400 hectares appartenant aux Domaines... et qui servent à des parties de chasses officielles !

Cette idée de parc ou réserve régionale n'est pas nouvelle. Notons ici, qu'au nom du Parti socialiste, nous suggérions, dès 1962, lors d'une campagne électorale, la création d'un parc régional en Sologne. Ce qui ne signifie nullement que toute la région allait être nationalisée, comme le font croire certains grands possédants. Mais les habitants des villes, les touristes ont droit au repos et aux loisirs parmi les « guernettes » (aiguilles de pin) et, moyennant de justes indemnisations, ces réserves ou parcs sont indispensables.

Cette possibilité d'accéder à la nature en Sologne rejoint un droit coutumier scandinave : le « droit d'accès », qui permet à chacun d'aller librement à travers forêts, prairies et terres non cultivées, même lorsqu'il y a des clôtures, le long de tous les lacs, étangs et rives des cours d'eau, sous la seule réserve de ne rien détériorer ni prélever. Droit à la nature et respect de la nature vont, en effet, de pair. Ce qui suppose civisme et éducation en profondeur.

La peur de la dégradation de la forêt solognote fait aussi que certains, notamment lors de la conférence de Nouan, s'inquiètent de sa traversée par la future autoroute Paris-Orléans-Bourges : l'écologie en serait gravement perturbée, et le doublement de la nationale 20 — cette dernière étant aménagée — semble plus judicieux et bien moins onéreux. Mais déjà sur des kilomètres et des kilomètres, il est impossible de pénétrer dans la forêt. Et sur les rares chemins encore publics on se sent très vite mal à l'aise. Les propriétaires veillent. Et dès que votre pied se pose sur l'herbe voisine, les gardes-chasse sont là, sous l'œil des « patrons », pour vous prendre par le coude et vous dire « c'est privé ici mon gars ».

Une dernière affaire permettra de juger de la sensibilisation croissante de l'opinion : le conseil municipal de Jouy-le-Potier — relevons au passage la poésie des noms de commune : Yvoy-le-Ma n, Menestreau-en-Villette, Ligny-le-Ribault... — avait voté la vente et l'échange de 14 chemins ruraux qui lui permettraient d'obtenir quatre hectares et demi situés près de la commune et un apport de 44 000 F, et de l'aider ainsi à lancer divers projets de modernisation. La commune s'étend sur 5 000 hectares, compte... 550 habitants et possède 55 km de chemins ruraux qu'elle ne peut bien sûr entretenir : d'où cette idée du maire, suivi par son conseil. Trois élus s'opposent à la vente d'une seule voie de promenade.









Le drame des communes

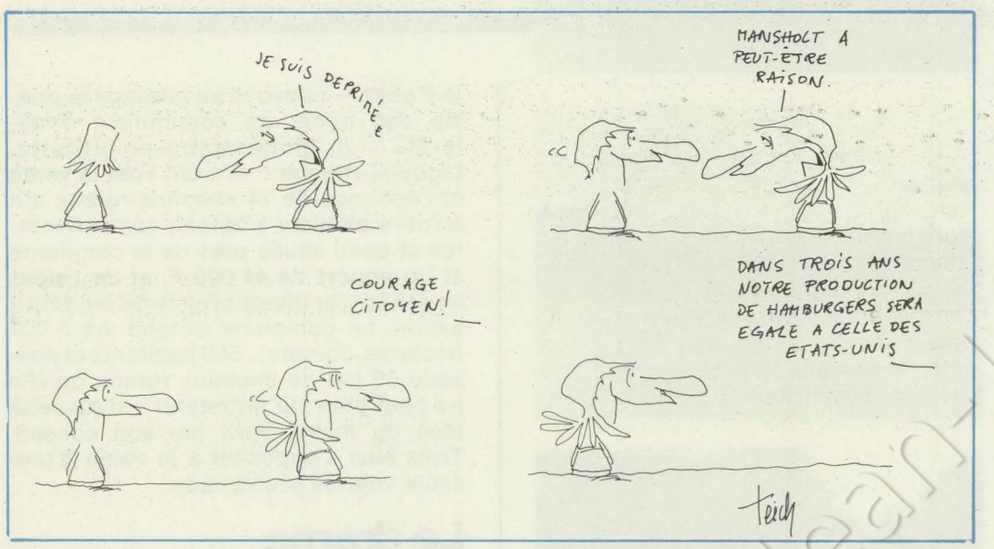
Surtout, les formations de gauche ont alerté l'opinion contre cette réduction du domaine communal : le P.s.u. a vivement critiqué le maire de Jouy-le-Potier, notamment le conseiller général de La Ferté, et organisé un « pique-nique de protestation » sur les chemins menacés — il y a là, malheureusement, des « débordements » sur des propriétés privées. Et le Parti communiste a lancé un appel aux habitants de la commune pour qu'ils s'opposent à l'aliénation des chemins. Tandis que la fédération socialiste du Loiret déclarait dans un communiqué : « Le conflit n'est qu'une triste illustration du drame financier de milliers de communes rurales. »

Les socialistes, qui souhaitent que ce processus d'aliénation ne s'effectue pas — car il réduirait un peu plus l'espace loisirs de la population — sans pour autant vouloir s'immiscer dans les affaires internes à une commune, estiment qu'il s'agit là, en réalité, d'une solution de désespoir, d'une simple « ballon d'oxygène ». Et que « seule une profonde réforme de finances locales, apportant des ressources sûres aux communes, peut leur permettre de répondre aux équipements nécessaires et aux aspirations des populations. »

Crise des finances, dépeuplement des campagnes, « déportation » des jeunes, appropriation des terres et forêts par les grandes sociétés, absence de zones vertes pour les citadins, dégradation de la nature... Ce sont là, à travers l'exemple de la Sologne, une situation symbolique du système actuel et de la majorité qui le défend.

PIERRE THIBAULT

A contre-pied



Coucou, le revoilà

Périodiquement, il réapparaît par un article dans « l'Aurore » ou une déclaration sybilline qui permet de rappeler qu'il fut l'auteur du plan financier de 1958. Pierre Messmer n'a pas manqué à la tradition : il vient de consacrer une heure à consulter Antoine Pinay. Et, à la sortie, celui-ci a laissé tomber une de ces phrases historiques dont il a le secret : « Je prétends que ce qui est grave, c'est la hausse continuelle des prix ! » Et encore celle-ci : « Toute majoration de salaire accordée pour contre-balancer une hausse des prix n'est finalement qu'une escroquerie ». Aucun des journalistes présents n'a considéré que ces phrases constituaient des amabilités envers Valéry Giscard d'Estaing.

Retour à Madagascar

Le 13 mai, des émeutes très graves éclataient à Madagascar. Les étudiants, puis les ouvriers, descendaient dans la rue et le président Tsiranana devait laisser la réalité du pouvoir au général Ramanantsoa. L'ancien ministre de l'Intérieur André Resempa, ancien secrétaire général du Parti social-démocrate malgache, après avoir connu la prison à Sainte-Marie, grâce au président Tsiranana, retourne à Madagascar. « L'Unité » lui a demandé pourquoi.

« Ma place est là-bas, déclare André Resempa. Après l'arrivée au pouvoir du général Ramanantsoa, les prisonniers politiques ont été libérés. C'est un signe encourageant.

» Le 10 août prochain, le congrès du Mouvement populaire du 13 mai, né avec les émeutes, doit se tenir. Des solutions seront proposées, des mesures préconisées pour que le peuple malgache puisse s'exprimer et améliorer ses conditions de vie. Tout l'avenir de Madagascar est suspendu à ce congrès, et j'ai toutes raisons d'être optimiste ».

Journal bloqué

Les numéros 199 et 211 de l'hebdomadaire « Lutte ouvrière » n'ont pas été distribués par les Nouvelles messageries de la Presse parisienne et ne sont pas parvenus à bien des kiosques. Ainsi en a décidé le syndicat C.g.t. du Livre, dans une motion adoptée le 22 juin, ce boycottage étant motivé par le fait que Lutte ouvrière « dénigre et calomnie sans cesse les positions démocratiques de la C.g.t. ».

Le procédé est, pour le moins, curieux. Le syndicat du livre n'a jamais laissé planer ne serait-ce qu'une menace sur un hebdomadaire comme « Minute », par exemple. Et même si les numéros « bloqués » contenaient des attaques virulentes contre l'accord P.s.-P.c., une telle décision n'est guère justifiable.

Le fin mot

Les tracasseries dont ont été victimes les lycéens de Luzarches à travers leur journal « Glurp » (voir notre n° 24) ne sont qu'une manœuvre « de certains néo-gaullistes locaux qui veulent, avec des fonds publics, se construire un établissement privé ». C'est ce qu'affirme la section Chaumontel-Luzarches du Parti socialiste, qui avait protesté par tract dès l'ingérence de la police dans les affaires du lycée. Les socialistes de Luzarches ont élargi cette protestation en dénonçant les structures actuelles de l'Ecole et en réclamant « la transformation de la pseudo-participation en véritable institution démocratique ».

Violence diplomatique

Le Conseil économique et social de l'Onu, qui siège à Genève, est actuellement le terrain d'un combat violent dans lequel tous les artifices de la procédure sont utilisés.

La délégation chilienne, conduite par Herman Santa Cruz, a eu en effet l'audace de déposer un projet de résolution demandant que soit entreprise une étude sur l'influence des sociétés capitalistes, telles que l'I.T.T., dans le développement des pays du Tiers-monde.

M. Santa Cruz reconnaît que son expérience de « plusieurs années dans la jungle de la diplomatie internationale » ne lui laisse plus ignorer aucune des méthodes employées pour torpiller un projet. Cependant, lundi dernier, le délégué chilien a assisté à une novation : un débat si véhément que, finalement, plus personne ne comprenait de quoi il s'agissait ; au point que le délégué américain se défendit comme un beau diable d'appartenir au camp occidental et que le délégué soviétique lui souhaita « la bienvenue dans le camp socialiste ».

Finalement, le débat sur la résolution chilienne fut ajourné. Espérait-on autre chose ?

La majorité exagère

Il ne faut tout de même pas y aller trop fort. Que la majorité mette ses hommes en place à tous les postes de décision, que les copains et les copains des copains se voient offrir des sièges de conseils d'administration, on en avait pris l'habitude. Mais trop, c'est trop.

Au ministère de la Fonction publique, notamment, on a un peu exagéré : népotisme et faveurs politiques y ont atteint le degré extrême du scandale. Du coup, le président de la République a froncé ses sourcils broussailleux et décidé que le ministre de la Fonction publique serait révoqué.

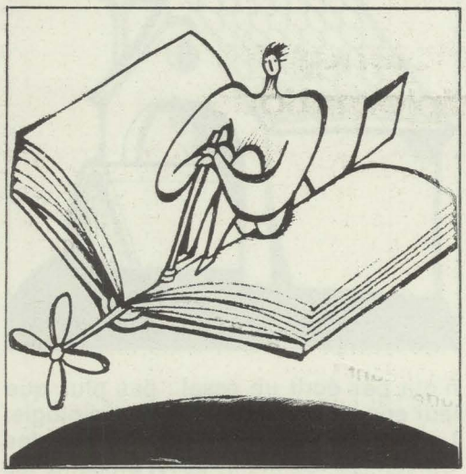
Sacré président Mobutu, et quel drôle de pays que le Zaïre !

MENIPPE

Copyright Jean Jaurès

A glisser dans la valise

Nous terminons ici la sélection d'ouvrages parus ces derniers mois dont la rédaction de « l'Unité » vous propose de faire les livres de vos vacances.



Politique, Histoire

LES CHANCES DU SOCIALISME

Visiblement, Gilles Martinet aurait bien voulu écrire un vrai roman d'amour. Si « Les cinq communismes » (éditions du Seuil) n'en est pas un, c'est que son œil lucide a très vite repéré la petite verrue ou la malformation plus conséquente. U.r.s.s., Yougoslavie, Chine, Tchécoslovaquie 1968, Cuba... il faut chercher encore et, au-delà du simple volontarisme, trouver autre chose. C'est-à-dire : par le pluralisme politique et le rapprochement entre ouvriers et intelligentsia technicienne, faire disparaître toute « nouvelle classe » d'une démocratie socialiste, dont Martinet dit qu'elle a toutes ses chances historiques.

LOU NOSTRE ZANOU

Le cordonnier Naves, secrétaire de la section socialiste, éclate en sanglots : ils ont tué « lou nostre Zanou », et Carmaux se fige dans le désespoir. De l'enfance du petit boursier qui n'ose rêver plus haut destin que de passer « l'examen des Postes » jusqu'à la tragédie du café du Croissant, « La vie de Jaurès », de Marcelle Auclair — que viennent de rééditer les éditions du Seuil — déroule 55 années de passion politique et de passion humaine. S'être efforcé de mettre pour un large public, un immense personnage constamment « à hauteur d'homme » : c'est le grand mérite de ce livre brûlant de vie sur un « garric » (chêne) foudroyé qui a poussé jusqu'à nous des branches toujours pleines de sève.

SYSTEME AMERICAIN

Mc Govern, Nixon. Des « primaires ». Deux Conventions. Une élection. Ce sont les hommes et les péripéties visibles de la politique américaine, en pleine actualité ces semaines-ci. Pour nous ce sont des phénomènes étranges, qui pourtant conditionnent en partie notre avenir. « Le système politique des Etats-Unis » de David B. Calléo (éditions Seghers) nous permet de mieux comprendre ce qu'est la « démocratie américaine ». Sa lecture est un voyage dans un univers passionnant où tout ne sent pas le dollar.

GLOBETROTTER SOCIALISTE

Il y a l'Histoire, celle des manuels et puis la « petite histoire », qui fait le succès actuel des livres de mémoires. Tous ne sont pas aussi passionnants que celui

→

Télévision: Au risque de vous plaire

En compagnie de Jean Couturier, notre collaborateur Georges Fillioud présente l'activité du Festival d'Avignon sur France-Culture (du mardi au samedi à 18 h 45 ; le dimanche, à 19 h 50). Toujours d'Avignon, diffusion du « Fils de Miss Univers » (samedi 29, à 20 h 30, France-Culture).

VENDREDI 28 JUILLET

Les marionnettes de Bazilier au Théâtre Gérard-Philipe (18 h 20, ch. 1).

« Comme avant, mieux qu'avant », une pièce de Pirandello (20 h 45, ch. 1).

L'« anthologie » 1971 des meilleures séquences d'Edition spéciale : Hussein, le Cambodge, la pollution, Indira Gandhi, les accidents de la route, etc. (21 h 30, ch. 2).

Un acte d'humour de Salacrou, « Poof », satire de la publicité (20 h 10, France-Inter).

SAMEDI 29

L'odyssée de Cousteau (21 h 45, ch. 2).

Evocation de Jules Renard (22 h 05, ch. 1).

Cyclisme : championnat du monde sur piste (22 h 40, ch. 2).

DIMANCHE 30

Le magazine de Bazin-Labarthe : Vive le cinéma (20 h 30, ch. 2).

Une émission littéraire sur Pavese : « Le désamour » (21 h 20, ch. 2).

« Des machines et des hommes », dans la série Un certain regard (22 h 15, ch. 1).

A Ciné-club, « City girl », de Murnau, un film (muet) de la période hollywoodienne de l'auteur du « Dernier des hommes » (22 h 25, ch. 2).

Jazz : Ella Fitzgerald à Nice (21 h 10, France-Inter).

LUNDI 31

Bonnes adresses du passé : la duchesse de Berry (21 h 25, ch. 1).

Horizons, de Paul Ceuzin (21 h 55, ch. 2).

Cyclisme : championnat du monde sur piste (22 h 20, ch. 1).

Du Musée de la mer au « Calypso », un magazine hebdomadaire de l'océanographie (20 h 15, Radio Monte-Carlo).

MERCREDI 2 AOUT

Variétés à la mode Chancel : Le grand échiquier, avec Léo Ferré (20 h 30, ch. 1).

« La Terre des Pharaons », de Howard Hawks, aux Dossiers de l'écran (20 h 30, ch. 2).

→

de Boris Eliacheff, « Ma carrière autour du monde » (Presses de la Cité). Il y raconte, dans son optique de socialiste convaincu, de grands événements historiques vécus, la rencontre d'hommes comme Lénine, Chaliapine, Trotski, Ben Gourion, Mata-Hari ou de Gaulle, ou la visite de nombreux pays au cours de soixante années d'extraordinaires aventures de journaliste ou de diplomate.



Rappel :

« Les Françaises sont-elles des citoyennes ? », de notre collaboratrice Gisèle Charzat, chez Denoël-Gonthier (n° 2) ; « Le Portugal baillonné », de Mario Soares, chez Calmann-Lévy (n° 16) ; « La gauche du Christ », de Jacques Duquesne, chez Grasset (n° 5) ; « La psychologie de masse du fascisme », de Wilhelm Reich, chez Payot (n° 11) ; « L'homme et son âme », d'Oscar Wilde, chez Pauvert (n° 8).

LONGTEMPS INTERDIT

Les confessions de Philippe Thyraud de Vosjoli, l'ancien chef d'antenne du Sdece à Washington : « Lamia ou l'anti-barbouze » (aux Editions de l'Homme). Ce livre a été longtemps interdit en France, son passeport a été retiré à Thyraud de Vosjoli : on lui reproche d'avoir affirmé il y a quelques années que les services secrets français, et même l'Elysée, étaient noyautés par des espions soviétiques. Entre autres, des versions intéressantes de l'affaire Delouette et de l'affaire Mattéi.

HISTOIRE ET SOUVENIRS

Rappel :

« La torture dans la République », de Pierre Vidal-Naquet, aux Editions de Minuit (voir « l'Unité » n° 9) ; « Je suis née grecque », de Melina Mercouri, chez Stock (n° 4) ; « Les chocolats de l'entracte », de François Chalais, chez Stock, (n° 15) ; « La S.f.i.o. et l'exercice du pouvoir », de Roger Quilliot, chez Fayard (n° 6).

Société, sciences humaines

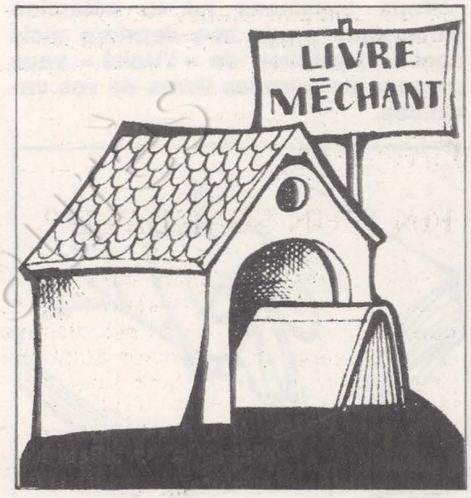
UNE CATHEDRALE BAROQUE

Pierre Schaeffer, l'essayiste - romancier - compositeur - chercheur - homme de télévision, continue à appliquer sa méthode « dubitative et expérimentale » aux mass media, ces « simulacres » dont il avait décrit la naissance et l'évolution — qu'il a professionnellement vécue — dans « Genèse des simulacres », le premier tome de sa série « Machines à communiquer » (éditions du Seuil).

Le 2e tome, « Pouvoir et communication » — si tout va bien, deux autres volumes suivront — est tout aussi baroque de construction, tout aussi passionnant, tout aussi dru, brillant, éclatant de personnalité. Schaeffer y présente les grands problèmes de la communication, et quelques autres — à travers souvent les péripéties du Service de la Recherche O.r.t.f., qu'il dirige depuis sa création — et en rajeunit les théories classiques... ou les contredit. C'est l'occasion aussi, pour Schaeffer, de caresser au passage les idées qui lui sont chères sur la non-communication, le rôle des media dans l'inconscient collectif, la recherche, les « sciences humaines » — avec guillemets bien en évidence — et, bien sûr, le fonctionnement de l'O.r.t.f, puisqu'il s'agit des rapports entre communication et Pouvoir : deux des trois « lettres » qui terminent le livre s'adressent l'une « aux politiques », l'autre au directeur de l'Office. Les liront-ils, voudront-ils les lire ? La question est d'actualité.

COMMUNAUTAIRES

Bien que diplômés de philosophie, les auteurs de « La chasse au bonheur »



n'ont pas écrit un essai ; pas plus que leur enquête ne prétend à la sociologie. Le livre de Roger-Pol Droit et Antoine Gallien (éd. Calmann-Lévy) présente les « communautés » en France — plusieurs centaines — essentiellement sous forme d'une série de reportages en milieu urbain ou rural. Un livre sympathisant, et sympathique.

SEIZE ANS

« Avoir seize ans », c'est le titre d'un livre de Gilles Bresson et Noël Monier paru aux éditions Epi. Pour écrire leur livre, ils ont interviewé une vingtaine de jeunes, ouvriers, lycéens, dans le technique ou dans les C.e.s., ou en apprentissage. Ils parlent de leurs doutes, de leurs convictions, de leurs angoisses, de leurs conflits. Le résultat est passionnant.

Romans

CHOMEUR DE LA REVOLUTION

Comment entre-t-on en politique ? Ou comment reste-t-on à la porte des grands mouvements de notre peuple ? L'itinéraire désespérant du héros de « La vie finira bien par commencer », de Jean-Claude Courchet (Gallimard) est, à cet égard, exemplaire. Après la guerre d'Algérie, le refus du colonialisme, l'inadaptation commence : il est difficile de passer de la romance à la révolution. Du lycée de province au Cambodge, en passant par la Martinique, ce chômeur

de la Révolution ratera toutes les occasions, tous les espoirs, tous les combats. A lire pour savoir ce qu'il ne faut pas faire.

Enfants

FIN D'UN SCANDALE ?

Une scandaleuse lacune de l'édition française commence enfin à se combler : alors qu'un adulte dispose d'un immense choix de livres de poche peu coûteux, un enfant doit payer cher les livres qui lui sont destinés. Hatier-Rageot vient de lancer une collection de poche pour les 10-15 ans où nous conseillons « Un certain Curtis Rhodes » et « Dossier poissons » (série espionnage), « Une autre terre » (anticipation) et « Les pirates de Bornéo » (aventures).

CONSPIRATION

Le détenteur d'un redoutable secret « manipulé » par de hauts personnages... Ce n'est pas un roman à clés sur les coulisses de la Ve République, ni un livre d'espionnage. Simplement, sous la plume de Nicole Vidal, une histoire fictive replacée dans le cadre réel du Japon d'il y a trois siècles. « La conspiration des parasols » (Editions de l'Amitié) est un des meilleurs livres récents pour les 11-14 ans, et a reçu le Prix Jeunesse 1972.

Dans la même série historique, « L'acrobate de Minos » et « Complot à Persépolis ». Parallèlement ; et une série Aventure où il est fait appel aux spécialistes étrangers, ainsi « La plage des requins » (Etats-Unis) ou « La fille de papa Pélerine » (Suède).

Cinéma

AVEC FELLINI

Pour tous ceux qu'a fascinés « Roma », le dernier film de Fellini, les éditions Solar-Scope en publient l'adaptation. Une longue introduction de Bernardino Zapponi raconte la genèse du film, son tournage, les méthodes de Fellini, les difficultés avec les producteurs, etc. Mais, surtout, le sens de l'œuvre tel que l'élaborait Fellini : Rome, ville femelle, l'arrière-fond matriarcal et religieux du bordel romain, la mort familière...

L'ETAT ET LE CINEMA

Il y a presque six ans, Claude Degand nous avait donné un tableau très complet d'un art-industrie, « Le cinéma français », édité par La Documentation française (31, quai Voltaire), qui le compléta ensuite par « Le cinéma d'art et d'essai ».

De tous les problèmes brassés par Degand, se détachait celui du financement des films et du soutien de l'Etat. Il y consacre aujourd'hui — toujours à La Documentation française — une étude détaillée qu'éclaire la comparaison avec les systèmes utilisés par 10 autres pays.

ART, THEATRE, POESIE

Rappel :

« Mot pour mot », de Jean Vilar, chez Stock (voir « l'Unité » n° 23) ; Dessins de Konk (n° 11) ; « L'art et la rose », d'Hélène Parmelin, éditions 10-18 (n° 19).

Policiers

NOUVELLES EN NOIR...

Les meilleurs auteurs, les « policiers » comme les autres, n'ont souvent rien à gagner à l'édition — ou la réédition — systématique de leur production. Il y a à boire et à manger dans le déferlement de Chase de la nouvelle collection « Carré noir ». Même chose avec Raymond Chandler et William Irish, deux grands romanciers « noirs », pourtant.

Du second (l'auteur de « La mariée était en noir », etc.), la collection M des Presses de la Cité publie « Si le mort pouvait parler », recueil de nouvelles. Sauf celle qui clôt le livre, c'est assez anodin. Déception aussi que « Un tueur sous la pluie » et « Le jade du mandarin », recueils de nouvelles de Chandler (Série noire). Pas désagréable, mais rien à voir avec la force et l'humour des classiques de l'auteur. Relisez plutôt « Le grand sommeil » ou « La dame du lac »...

Ciné-cure d'un soir d'été

Atmosphère de demi-vacances, relâche des théâtres, indigence des programmes estivaux de télévision, enfants partis en vacances... Pour tous ceux qui ne sont pas sur les plages de juillet, c'est la période propice, en province comme à Paris, aux « soirées cinéma ». Voici la suite de notre sélection grand écran, commencée dans le précédent numéro de « l'Unité ».

A bout de souffle ; Pierrot le Fou (Godard) : le premier a surtout une valeur « historique » ; mais le second, merveilleux poème filmé, demeure l'œuvre la plus indiscutable de Godard.

Joe Hill (Widerberg) : après Bergman, il n'y avait plus rien... jusqu'à Bo Widerberg. La Suède a trouvé un nouveau grand cinéaste, et « Joe Hill » est encore plus personnel qu'« Adalen 31 ».

La stratégie de l'araignée (Bertolucci) : hypothéqué de trop d'ambiguïtés politiques, c'est néanmoins un film attachant — même si Bertolucci n'est plus au premier plan du cinéma italien.

Portrait d'une enfant déchue (Schatzberg) : original, sensible autant qu'intelligent, un film qui, parmi vingt autres — de l'efficacité du **French connection** de Friedkin au réalisme « transposé » du **John Mc Cabe** de Robert Altman et au lyrisme de Mulligan dans **Un été 42** témoigne de la richesse confirmée, dans tous les genres, du cinéma américain des années 70.

Les collines de la terreur (Michael Winner) : la « génération du Vietnam » continue de découvrir les sources héréditaires de la violence américaine — ici, à travers l'histoire d'une chasse au métis dans le désert, menée par d'anciens Sudistes nostalgiques. Beaucoup mieux qu'un simple « western d'été ».

Rappel : « Les mystères de l'organisme », de Makavejev (voir « l'Unité » n° 25).

Les marchands envahissent le temple

En Avignon, le festivalier est un animal bizarre. Surprenant pour les autochtones. Il se conduit comme un envahisseur en pays conquis. Il impose ses horaires et son mode de vie à la ville : tout Avignon n'est qu'une immense terrasse de café de midi à 3 heures du matin. Pour satisfaire le festivalier, les restaurateurs servent à toute heure ; pour le flatter, les commerçants font des prix « spécial Festival » ; pour le convaincre plus à leur aise, les faux hippies, vendeurs de bagues ou d'objets orientaux, se sont cette fois mis en règle en prenant patente à la préfecture du Vaucluse. Un mois durant, le festivalier est roi, au milieu d'une ambiance apparemment débonnaire, mais en fait purement mercantile. Roi-nigaud, en vérité, qu'on ne flatte que pour mieux lui faire acheter de fausses soldes et payer le pastis trois fois plus cher qu'ailleurs...

Jean Vilar reconnaîtrait-il son enfant, quand c'est la rue des Marchands qui suscite plus d'intérêt que les lieux de manifestations culturelles ? C'est qu'en réalité cette édition 1972 du festival d'Avignon s'avère, à mi-parcours, plutôt décevante.

On pourrait se laisser abuser par les chiffres : les « rencontres cinématographiques » ne comportent pas moins de 128 films ; les spectacles officiels du Festival (théâtre, musique, danse et théâtre musical) ont nécessité l'utilisation de 72 billetteries ; « le Festival off » regorge de troupes et affiche plus de 80 pièces. Des qu'il met les pieds dans la cité des Papes, le brave spectateur moyen est littéralement agressé à renfort d'annonces par porte-voix, d'affiches ou de tracts. Que choisir ? Car saturation et surnombre ne signifient pas qualité garantie.

Ah! le Français...

On nous avait annoncé ce 26e Festival comme étant celui du renouveau et de l'aboutissement des idées de Vilar : richesse et qualité en tous domaines ; le tout érigé et construit à l'encontre des modes parisiennes et du public élitaire. Tel n'est pas le visage d'Avignon cette année. Exemples : « Œdipe » transformé en western par Jean-Paul Roussillon, « Richard III » devenu une pièce de Boulevard « grâce » à Terry Hands. La présence de la Comédie Française dans la Cour d'honneur du Palais des Papes a changé, chaque soir de représentation, la place de l'Horloge en brasserie Lipp...



« Œdipe » par la Comédie Française.



« 40-45, scènes de la Résistance populaire», par le Théâtre de la Salamandre.



« Il faut rêver, dit Lénine » par le Théâtre musical.

On se croirait à la Coupole ou dans un bar des Champs-Elysées, au sortir de l'Espace Pierre Cardin. D'ailleurs, Pierre Cardin est là. Et, avec lui, ces messieurs et dames « exemplaires, corrects et bien élevés » — comme dit Jacques Prévert — prêts à partir en croisière pour la Grèce. Ils ont fait, cette fois, un crochet par Avignon, puisque la Comédie Française y était ! Quand on pense que ce furent les ennemis de Vilar — l'U.d.r. avignonais Roux en particulier — qui, en 1968, réclamaient un « retour à la normale » et la venue du « Français » dans la Cour d'honneur...

Vilar avait toujours voulu faire d'Avignon un lieu où s'effaçaient les cloisonnements, où se ferait l'osmose entre les genres et les publics. En 1972, malheureusement, les clivages demeurent : quelques initiés continuent de suivre, de chapelle en église, les cycles d'orgue ou de musique sacrée ; le théâtre musical — qui aurait pu être une occasion de rencontre entre public de musique et public de théâtre — se confine en général dans un esthétisme de fin de civilisation.

Si l'on ajoute le réel intérêt de « Théâtre ouvert » *(voir « l'Unité » de la semaine dernière)*, cela fait un bien maigre bilan. Avignon ne résiste pas à l'épreuve du kaléïdoscope : sous le masque de la diversité et de la dispersion apparaissent la médiocrité et l'absence de création véritablement forte.

« Le Festival off » est, à lui, tout à fait incapable de compenser les carences du Festival officiel. Sauf trois troupes — le Théâtre de la Salamandre du Havre, l'ensemble théâtral de Gennevilliers et l'équipe qui joue « Maître et serviteur » — le prétendu contre-festival ne parvient pas à masquer ses prétentions commerciales ou son goût exclusif pour l'élite. On baigne en pleine pseudo-recherche : la mise à nu d'une paire de fesses ou d'un sein bien galbé servent d'ersatz à tout travail effectif. Le plus pur exemple de cette escroquerie organisée est l'entreprise de M. Le Guillochet ; il a installé une structure gonflable « Modulobulle » à quelques kilomètres d'Avignon, avec une programmation ambitieuse : une quinzaine de spectacles. Renseignements pris, il apparaît que ce monsieur, directeur du théâtre du Lucernaire, à Paris, non seulement loue la « salle » et fait payer les taxes aux troupes engagées, mais encore prend 50 % de la recette chaque soir ! Voilà Avignon aux mains d'un Coquatrix au petit pied.

Quatre ou cinq spectacles d'importance dans le Festival officiel et à peine une dizaine dans le Festival off méritant l'achat d'un billet. L'exposition Jean Vilar, hébergée dans la chapelle du Palais des Papes, semble plantée là comme un symbole de solitude.

Certes, Avignon n'est pas mort, mais il est clair désormais que son fameux potentiel de renouvellement ira diminuant tant que sa programmation ne répondra pas aux aspirations de la masse, tant que son existence ne provoquera que des conversations de spécialistes place de l'Horloge, Avignon était le bien de tous ; il doit le demeurer.

JEAN MONTAGNARD

Automobile: Qui tue?

Un mort toutes les 21 minutes. 200 morts en trois jours, les 14, 15 et 16 juillet. 200 morts comptabilisés dès le lendemain, sans tenir compte de ceux des 5 898 blessés qui meurent dans les jours ou les semaines qui suivent. Pour les spécialistes de l'hôpital Raymond-Poincaré, à Garches, dans les Hauts-de-Seine, ces chiffres sont faux : « Les chiffres officiels des tués sont ceux des morts dans les trois jours après l'accident. Il faudrait, pour être exact, faire les comptes au quinzième jour. Le bilan serait alors augmenté de 20 à 50 %. » Faut-il alors compter, pour le week-end du 14 juillet, 240 ou 300 morts ?

En chiffres absolus, l'évolution du nombre de morts et de blessés dans les accidents de la route est déjà évocateur : en 1962, il y a eu 10 125 morts et 229 779 blessés ; en 1966, 12.241 morts et 287 184 blessés (l'année avait été « bonne » : il y avait eu une diminution de 0,43 % du nombre des morts et de 1,98 % de celui des blessés par rapport à 1965) ; en 1971, il y eut 16 122 morts et 353.374 blessés. Cette année, les pessimistes « estiment » qu'il y aura 20 000 morts. Les optimistes ne font pas de pronostic...

Mais les statistiques ont plusieurs lectures. Faut-il se référer seulement au total des morts ? Au taux de mortalité pour 100 000 véhicules ? Au taux de mortalité par 100 millions de kilomètres parcourus ? Dans tous les cas, la France est dans le peloton de tête.



Vitesse excessive, surtout

Le taux de mortalité annuel calculé pour 100 000 véhicules a été, pour les années 1967-1968, de 70,4. C'est une victoire, ont annoncé les optimistes, puisqu'il était de 70,9 pour les années 1965-1966.

Mais, pour la période considérée, il n'y eut que le Danemark à « bénéficier » d'une aussi faible baisse (0,5 point) et nous n'étions dépassés que par l'Australie (76,7), le Japon (77,6), l'Italie (77,9), la R.f.a. (115,7). En calculant le taux de mortalité par 100 millions de kilomètres parcourus (8,3), nous nous rapprochons de la première place. Nous ne sommes distancés que par la Finlande, les Pays-Bas, l'Australie et le Japon. Mais, là aussi, les optimistes se sont frottés les mains : entre 1965-1966 et 1967-1968, nous avions perdu 0,6 point. Ce qui revient à dire que, si le parc automobile français continue à se développer au rythme actuel — il y avait 5 970 000 véhicules en circulation en 1962, 12 470 000 en 1971, on en prévoit 15 200 000 en 1975 — les optimistes pourront se réjouir.

Même si le nombre des tués suit la progression actuelle, les indices seront alors en baisse : le rapport entre le nombre d'automobilistes et le nombre de tués laissera croire que la situation s'améliore. Et le paradoxe est que, compte tenu de l'augmentation du parc de véhicules — en moyenne 500 000 de plus par an — elle s'améliorera : il y aura moins de morts qu'il devrait y en avoir... Mais, en chiffre absolu, malgré les efforts entrepris — ils sont faibles en comparaison de la pression sociale qui « pousse au crime » — d'année en année, le chiffre des tués s'accroît. La grande question est : jusqu'à quel seuil ?

En 1971, les 12 470 000 véhicules du parc français avaient, pour se déplacer — sans tenir compte des chemins ruraux — un réseau de 762 533 kilomètres : 1 406 kilomètres d'autoroutes, 81 127 km de routes nationales, 280 000 km de routes départementales, 400 000 km de voies rurales communales. Ces millions de véhicules circulant sur ces centaines de milliers de kilomètres sont conduits par des hommes : les personnages de la tragédie sont en place. A l'heure du dénouement, il y aura des marchandises qui seront allées d'un point à un autre, des familles qui auront quitté des villes inhumaines, et des morts.

Les statistiques de la gendarmerie nationale, après avoir rappelé que « l'accident est l'aboutissement d'un enchaînement de circonstances dont certaines peuvent être lointaines », tranchent. A la question : qui est responsable, la voiture, la route ou l'homme, la gendarmerie répond : « Dans 92,4 % des cas, les →

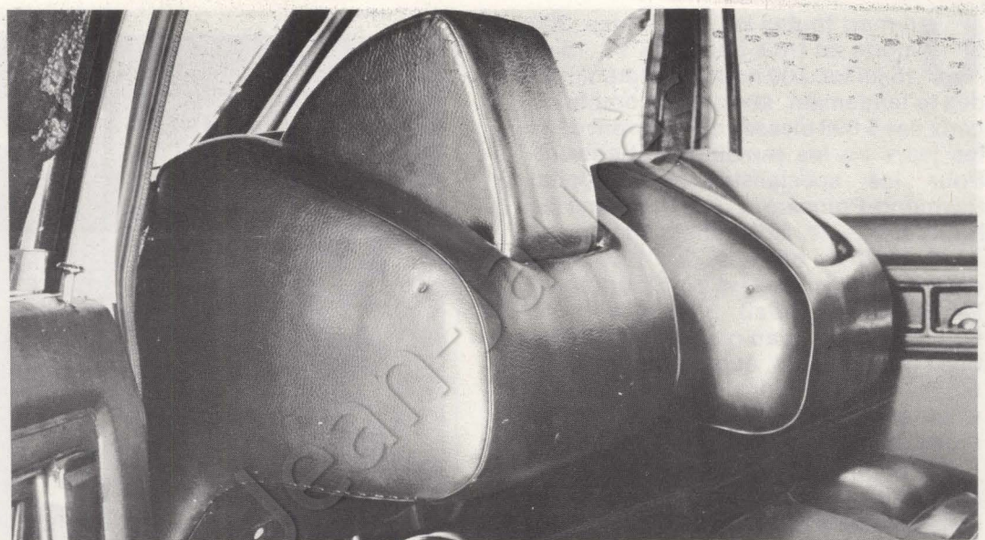
causes de l'accident semblent pouvoir être directement imputées à l'homme, conducteur ou piéton. »

Et de disséquer les « causes ». Vitesse excessive : 24,4 % ; inobservation de la priorité : 16,6 % ; alcool : 9 % ; circulation à gauche : 9,3 % ; inattention : 8,3 % ; infractions commises par les piétons : 8,7 % ; changement de direction sans précaution : 7,2 % ; dépassement irrégulier ou interdit : 6,3 %. Les facteurs matériels — intempéries, état du véhicule, de la chaussée — ne représentant que 4,7 % des « causes » apparentes. En termes plus simples, un gendarme de service sur le bord d'une nationale résumait bien le résultat de toutes les enquêtes. Regardant les flots de véhicules foncer vers le Sud, vers la mer, il murmurait : « Ils sont fous. »

L'Etat se débarrasse

Il ne suffit pas de dire : « C'est la rançon du progrès, la possibilité de vivre autrement que confiné dans un espace restreint. » Il faut savoir si « le progrès » passe par 16 000 morts par an sur les routes. Personne ne répondra oui. Constructeurs, utilisateurs et pouvoirs publics font chorus. Là où l'accord est moins parfait, c'est lorsqu'il s'agit de déterminer le responsable, puis les mesures à prendre pour limiter le nombre d'accidents. Pour chacun, le coupable sera l'autre, de préférence le conducteur. Passant à l'occasion de la notion de responsable à celle de coupable, de l'erreur à la faute. Et ce transfert évitera de s'interroger sur « le reste ». La route et la voiture. Et pourtant, il est difficile d'éviter ces questions.

Pendant des décennies, les Français ont cru que le monde entier enviait leur réseau routier. Pendant ce temps, des autoroutes étaient construites un peu partout, sauf chez nous. Pour rattraper le temps perdu, l'Etat, jamais pris de court, trouva des solutions. Pour les autoroutes : le péage, les sociétés mixtes, le capital privé et l'épargne. Pour les routes nationales secondaires : les collectivités locales. En un mot, le gouvernement se débarrasse du problème. Devant l'état lamentable du réseau routier français, l'Etat se contente de s'occuper des « liaisons priorité », soit 27 500 km sur la totalité du réseau.



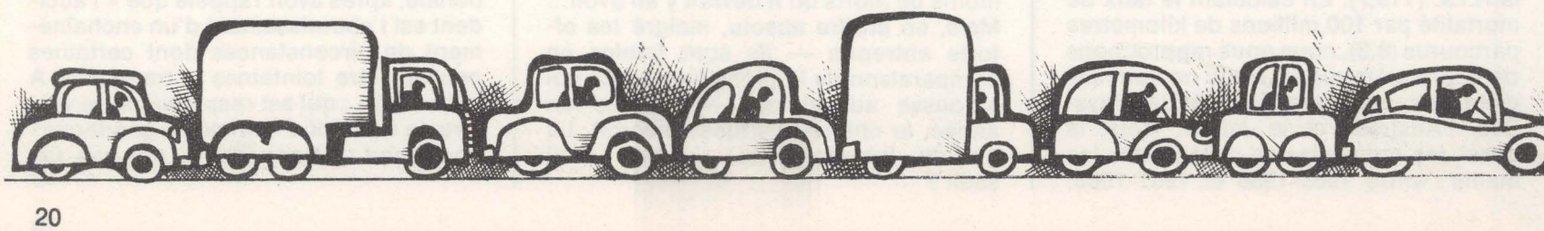
Appuie-tête rétractable offrant protection aux passagers avant et arrière (expérimenté dans la Volvo).

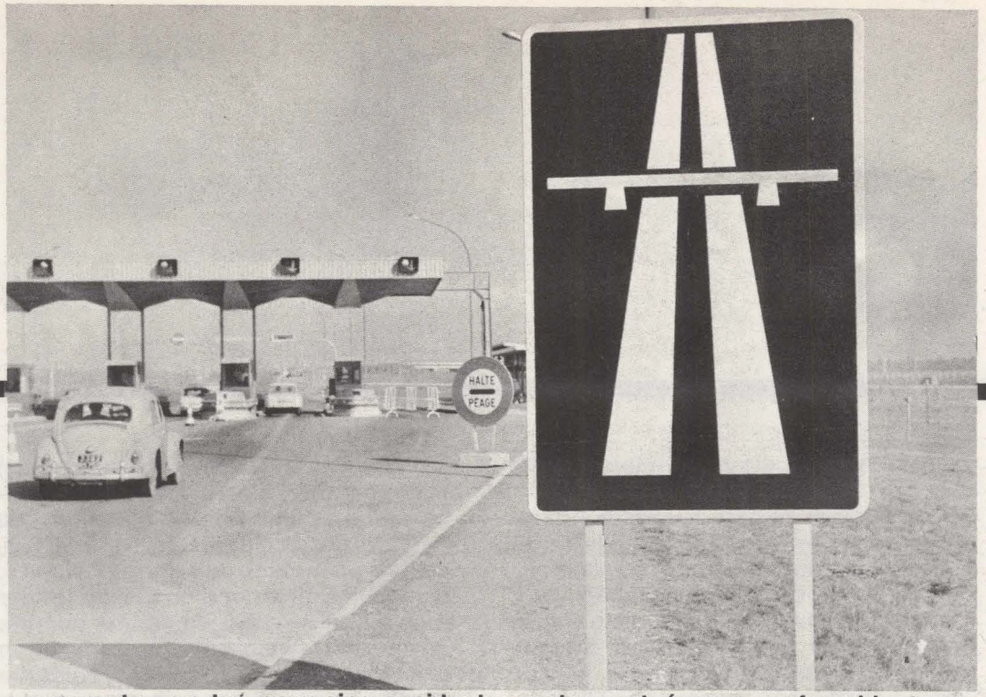
Les Ponts et Chaussées le reconnaissent : « Les routes nationales secondaires sont souvent délaissées et l'on arrive fréquemment à ce paradoxe qu'une multitude de chemins départementaux très peu utilisés sont en parfait état, alors que les liaisons les plus pratiquées entre les principaux centres de départements sont dégradées. » Il semble que le raisonnement du gouvernement soit le suivant : les départements font un meilleur travail que le nôtre ; confions-leur les routes nationales secondaires, elles seront remises à neuf. L'usager a donc le choix entre l'autoroute, avec la conduite particulière qu'elle impose et son coût, des nationales en bon état, mais surchargées — plus de 5 000 voitures par jour — et des nationales vides, mais en mauvais état. A cela s'ajoutent les « points noirs ». Ils sont toujours connus, parfois difficiles à résorber — parfois seulement. A Pantin, en Seine-Saint-Denis, sur la nationale 3, il a fallu qu'en trois ans 24 personnes soient tuées pour qu'un feu tricolore soit installé...

Autoroute ou pas

La panacée actuelle semble être l'autoroute. Albin Chalandon, lorsqu'il était ministre, nous en promettait 5 000 km pour 1979. Mais est-il sûr que ce soit la bonne solution ? Un rapport de la « table ronde » de la Sécurité routière permet d'avoir quelques doutes. Il a révélé que, sur une autoroute, « le taux des tués a tendance à croître de 6 % par an, alors qu'il décroît de 3,4 % sur les autres types d'infrastructure ». Alors qu'on les croyait plus sûres, on s'aperçoit que les accidents mortels y sont plus nombreux que sur les routes classiques : un tué pour cinq accidents, contre un tué pour neuf accidents.

L'association Aménagement des grands itinéraires routiers (Agir) propo-





L'autoroute : un tué pour cinq accidents, contre un tué pour neuf accidents sur une route classique.

se une autre utilisation du réseau existant : aménager deux chaussées pouvant être éloignées l'une de l'autre et instaurer, sur chacune d'elles, un sens unique. Son président, Jean Prost, ne manque pas d'arguments : « On construit des autoroutes dont la justification essentielle est la suppression des intersections, alors que les statistiques établies pour les routes où la vitesse fut limitée en 1970 à 110 km-h ont révélé que, sur 100 tués, 11,3 seulement étaient aux carrefours et intersections. Le vrai responsable des 88,7 % restant est le double sens de circulation sur la même chaussée, quelle soit à deux, trois ou quatre voies, sans ou avec une faible séparation centrale. »

Deux exemples viennent appuyer la démonstration de Prost. Entre Amiens et Roye, la nationale 334, mise à sens unique et doublée dans l'autre sens, a connu une baisse de 52 % des accidents en un an. Entre Brignoles et Flassans, la nationale 7, doublée par une RN 7 bis : 75 % de moins d'accidents ; 202 morts en 1968, 65 en 1970. Ce qui, sous l'angle coût-sécurité, est nettement supérieur aux autoroutes.

Mais, comme l'Etat a laissé ces dernières aux mains du privé et qu'il semble difficile de faire admettre une privatisation des routes nationales, il paraît peu probable que l'expérience se généralise.

Au fur et à mesure que le réseau utilisé par la majorité des automobilistes se modernise, la sécurité accroît le danger. C'est que, rassurés par l'état de la route, les automobilistes « poussent » leur véhicule au maximum : sur les chaussées bien aménagées, les moyennes augmentent de 20 km-h. Et le risque d'accident reste le même. Le seul résultat a été une augmentation de la vitesse.

Dans notre « civilisation de l'automobile », ce résultat pourra, à certains, paraître positif. Mais l'est-il vraiment ? Faut-il, au nom de la vitesse, rêver d'une France quadrillée d'autoroutes, de voitures roulant à 200 km-h, de cabines mouvantes mettant chacun de nous — sauf en cas de collision... — à l'abri de tout contact avec les autres ? Ce rêve ne serait pas pour déplaire aux constructeurs. Mais eux, pour leurs vacances, font du cheval ou du bateau...

Petits bénéfices

Pour satisfaire le client — conditionné — les constructeurs nous proposent des modèles chaque année plus perfectionnés : plus légers, plus rapides, plus simples ce qui permet d'aller plus vite d'un point à un autre, de conduire « sport », de prétendre qu'une telle mécanique « pourra vous sortir » de l'accident. Car, en réalité, le type de conduite et les réactions des automobilistes sont fonctions du type de voiture proposée. En Europe, l'accent a été mis depuis longtemps sur la sécurité active, au détriment, bien souvent, de la sécurité passive. La sécurité active c'est la maniabilité, la tenue de route, la réserve de puissance, en un mot tout ce qui permet d'éviter l'accident. La sécurité passive, c'est la solidité, la ceinture de sécurité, tout ce qui permet, une fois l'accident consommé, de limiter ses conséquences.

La première « fait » vendre. La seconde coûte de l'argent. Alors... Alors, bien que tout le monde sache que la plupart des plaies de la face soient dues à des éclats de verre trempé (sécurit) et quoique la supériorité des pare-brise en verre feuilleté soit établie, les voitures françaises sont équipées de verre trempé. A l'exception des véhicules destinés à l'exportation et de la plupart des camions militaires...

Ce n'est qu'un exemple entre mille. La sécurité vaut cher et il n'y a pas de petits bénéfices. Un autre exemple est donné par les discussions actuelles sur le contrôle technique obligatoire. Il est difficile d'affirmer que les constructeurs le voient d'un bon œil. Non que les voitures neuves n'y résistent pas, mais il y a le marché de l'occasion, celui de la voiture du pauvre ou du jeune. Deux procès récents viennent de mettre en évidence le maquillage des épaves. Dans un des deux cas, le résultat est cruel : un mort et un blessé. Instaurer un contrôle technique, c'est limiter la vente des véhicules d'occasion, donc restreindre l'ensemble du marché. Les constructeurs ne sont pas pour... Quant aux qualités des voitures neuves, Gabriel Voisin, dans un livre publié aux Editions de la Table Ronde, « Mes mille et une voitures », démontre quelques-unes des imperfections des modèles actuels. Et Ralph Nader a obtenu que certains constructeurs français (Renault, Simca, Peugeot) soient contraints de modifier, pour raisons de sécurité, les modèles vendus aux U.s.a.

Obéir aux constructeurs

Il est évident que des recherches sont faites. Aux Etats-Unis, avec le véhicule E.s.v. (Experimental safety vehicle) en Suède, chez Volvo, avec le V.e.s.c. (Volvo experimental safety car). Dans les deux cas, il s'agit de sécurité passive et, en premier lieu, de la coque : habi-

→



→

tacle renforcé, longerons doublés, renforcement tubulaire sur le pourtour de la carrosserie, amortisseur télescopique. Mais les constructeurs français ne partagent pas l'opinion des experts américains. Refusant le véhicule lourd — l'E.s.v. pèserait 2 tonnes — et partisan de recherches partielles, les Français refusent le cahier des charges du véhicule expérimental américain. S'ils cassent eux aussi des voitures sur leurs bancs d'essais — 200, en 1972, pour l'association Renault-Peugeot — c'est sur d'autres critères.

« Nous ne construirons pas des chars d'assaut », disent les uns. « Notre but est de vendre », répondent les autres. Vendre voilà le seul, le vrai, le grand problème. Et une seule marque — étrangère — bâtit sa publicité sur la sécurité. Toutes les autres parlent de performances. Et, malgré les morts, l'industrie automobile française lance, chaque année, des communiqués de victoire : 299 521 véhicules construits par mois en 1971 ; en mars 1972, 320 107. Et, en regardant les U.s.a., les constructeurs se frottent les mains. Le taux de saturation prévu est d'une voiture pour 1,8 habitant, soit 28 300 000 pour l'hexagone...

Cela explique le poids du lobby automobile. Non seulement l'Etat, qui perçoit plus de 22 milliards — plus que l'impôt direct — grâce aux taxes sur les voitures et leur environnement, ne tient pas à voir maigrir ou disparaître une telle source de revenus — il ne dépense que le tiers de ces recettes pour entretenir les routes — mais il subit la pression des constructeurs et, vu l'importance du marché, il est aisé de comprendre que celle-ci est forte. Dans les milieux de l'automobile, les histoires circulent, prouvant que l'Etat obéit. Cela va du constructeur de pneumatiques qui proposait de construire gratuitement les bornes d'appel des téléphones de secours... en échange d'un engagement sur la non limitation de vitesse, jusqu'au refus unanime des constructeurs d'inclure les triangles de présignalisation dans l'outillage imposé : cela augmenterait de 50 F le prix de la voiture...

L'Etat, pour sa part, « investit » dans le transport privé et non pas dans le transport en commun : au cours du Ve Plan, 11 milliards ont été consacrés aux grands travaux de voirie, contre 5 aux transports en commun. Il est évident que, face aux problèmes actuels, le gouvernement n'a pas, ne peut pas avoir de politique. Qu'il s'agisse de la sécurité ou des embouteillages, il ne peut — ayant accepté, pour ne pas dire encouragé, le développement du nombre de voitures — que prendre des demi-mesures et faire des discours.

De Frey à Marcellin

En 1966, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Roger Frey, part ainsi en guerre contre « les fous du volant, véritable danger public pour l'immense masse de conducteurs prudents et raisonnables ». Sa petite guerre n'a pas donné les résultats escomptés. Deux ans plus tard, et après 2043 morts de plus, Raymond Marcellin prend le relais. « Il est permis de penser que l'aggravation de cette situation est imputable, pour une large part, au relâchement très net que l'on a constaté, depuis le mois de mai, de la discipline chez de très nombreux conducteurs. » Il fallait le faire : s'il y a plus de morts sur les routes, c'est la faute aux gauchistes...

Mais la répression ne peut pas suffire. Face à l'accélération permise par des voitures plus rapides et un réseau routier plus efficace, le conducteur n'a pas changé. Ses réflexes ne sont pas plus rapides, sa conduite n'est pas meilleure. Faut-il limiter la vitesse ? Sans doute, mais comment ? Si, dans certains pays (Grande-Bretagne, Suède et R.f.a.), l'effet a été positif, il n'en est pas de même pour la France. Selon une note des services du Premier ministre, l'effet des limitations décidées a été... une augmentation de 7 % du nombre des tués.

Faut-il moduler cette limitation en fonction des jours (semaine, week-ends) et des heures ? Il est évident qu'une stabilisation puis une diminution du nombre des accidents passe, à la fois, par la construction de voitures « sûres », par la mise au point d'un réseau routier sans embûches, par un certain nombre de mesures d'autorité et par l'éducation des conducteurs. Apprendre à conduire dès l'école, et non pas à retenir des listes de stationnement interdit, apprendre à ne pas boire, apprendre que la voiture est un moyen et non pas une fin. Faire en sorte que les conducteurs « mauvais » ou « moyens » reconnaissent leurs limites, acceptent de dire « je conduis mal » tout comme l'on dit « je nage mal ». Et en tiennent compte au volant.

Mais, surtout, il faudra créer une société où l'accent sera mis sur les transports en commun, où la vitesse ne sera plus un dieu, où les gens ayant le temps de vivre ne chercheront pas à « tenir la moyenne » malgré la fatigue. Une société où la voiture de tourisme ne sera plus nécessairement une voiture rapide, mais une voiture sûre. Une société où la voiture ne sera plus présentée comme une revanche, une victoire, un combat, un objet sexuel, mais pour ce qu'elle est, un objet permettant à un individu d'aller d'un point à un autre lorsque ceux-ci ne sont pas desservis par des transports en commun. Une société où l'expansion ne sera pas fondée sur l'industrie automobile.

En attendant faut-il penser que la peur du gendarme est la seule solution ? Le Conseil des ministres du 28 juin s'est surtout préoccupé de cet aspect. Il était nécessaire de le faire. Mais les sanctions ne suffiront pas à arrêter l'hécatombe : il ne sert à rien de fabriquer des voitures roulant à 180 km-h pour limiter la vitesse à 100. Et si l'on essayait de construire des voitures roulant à 100 km-h, utilisées pour les petits parcours, et de développer le réseau de transports en commun ?

GUY PERRIMOND



Lettre à nos lecteurs

Rendez-vous le 1er septembre

« L'Unité » va interrompre sa publication au mois d'août pour la reprendre dès le vendredi 1er septembre. Nous avons beaucoup hésité avant de prendre cette décision. Nous l'avons prise pour les raisons suivantes :

1°) La vente de tous les journaux subit au mois d'août une baisse d'au moins 50 %, en particulier à Paris et dans la région parisienne. Même en diminuant notre tirage, le nombre d'invendus risque d'être très élevé, d'où une perte considérable. Ne pas paraître au mois d'août représente une économie de plus de 10 millions d'anciens francs, ce qui n'est pas négligeable pour un budget aussi « serré » que celui de « l'Unité ».

2°) La vente militante, qui représente une part importante de notre diffusion, à Paris comme en province, est, elle aussi, considérablement perturbée par les vacances. Après plusieurs mois d'efforts persévérants qui ont largement contribué à la progression du journal, il est bien normal que les militants qui le vendent, chaque semaine, dans la rue ou sur les marchés prennent, eux aussi, leur temps de repos.

3°) L'équipe permanente de « l'Unité » est si réduite qu'il était également difficile pour ses membres de prendre un minimum de congés si le journal continuait à paraître en août.

Ce sont donc ces raisons conjuguées qui nous ont déterminés à interrompre la publication du journal. Il va de soi que les abonnés ne subiront aucun préjudice du fait de cette interruption : leur abonnement sera prolongé du nombre de numéros correspondant.

Avant de souhaiter à tous de bonnes vacances, nous voulons remercier tous ceux qui, en s'abonnant, en diffusant le journal ou en le faisant connaître autour d'eux, ont depuis six mois contribué à ce que « l'Unité » devienne l'un des grands hebdomadaires politiques français.

En lançant ce journal à la fin du mois de janvier, nous faisions un pari. Il n'est pas encore complètement gagné, mais il est en voie de l'être. Le courant socialiste a enfin retrouvé un organe d'expression national dont l'audience s'accroît de semaine en semaine, comme en témoignent les nombreuses citations dont chaque numéro de « l'Unité » est l'objet dans la presse écrite et parlée, française et internationale.

Nous nous étions fixé comme premier objectif le chiffre de 10 000 abonnés. Si tous ceux dont l'abonnement est arrivé à échéance avec le n° 26 — et que nous servons encore cette semaine — se réabonnent sans tarder, cet objectif pourra être atteint dans le courant de l'automne. « L'Unité » sera alors assurée sur ses bases et nous pourrons, à partir de là, songer à développer le journal, à l'améliorer, en tenant compte de toutes les suggestions constructives que nous ont adressées nos lecteurs.

Lorsque l'on connaît les difficultés qui s'accumulent sur la presse politique, ces résultats, après six mois d'existence, sont encourageants. Il ne sont pas seulement le fait de ceux qui font le journal, mais, de la même manière, de tous ceux qui le lisent, le diffusent, en parlent autour d'eux. Nous nous retrouverons tous le 1er septembre pour les nouveaux combats qui attendent les socialistes et dans lesquels « l'Unité » sera au premier rang.

L'UNITE

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Ma part de vérité

D'abord la vérité

Samedi 22 juillet

Dans les journaux de cette semaine, une note comique : il paraît que Valéry Giscard d'Estaing fera sa rentrée politique le 8 octobre prochain. Etrange langage pour initiés d'un étrange sérail. Où avais-je la tête ? J'avoue n'avoir pas remarqué que notre ministre de l'Economie et des Finances était sorti. Pour parler sans détours, je le crois plus présent que jamais. L'actuelle majorité est menacée de toutes parts. A gauche, l'accord à trois sur le programme commun regroupe dès maintenant près de quarante pour cent des suffrages, pourcentage que la dynamique de l'union doit normalement accroître. Le centre de Jean Lecanuet exerce son attraction sur une large fraction des catholiques libéraux, qui ont besoin de changer d'air. Et il y a Giscard d'Estaing, qui constitue à lui seul le troisième front, ouvert celui-là au sein de la majorité. J'imagine qu'il a dû bien rire devant l'ingénuité de la presse officielle, si prompte à répercuter ses mots d'ordre et à annoncer pour le 8 octobre l'ouverture de la chasse très particulière à laquelle il s'adonne depuis plusieurs années ! Mais laissons, pour l'instant, Giscard d'Estaing à ses réflexions sur la meilleure manière de bloquer l'U.d.r., de lui arracher la majorité absolue et de se rendre indispensable.

M'intéresse davantage cette question : qu'est-ce donc que la politique, pour une certaine presse ? On croirait, à la lire, qu'il n'est de politique qu'électorale, arène où rivalisent les personnes et les clans pour la conquête du pouvoir. Dans cette optique, on peut en effet appeler « une rentrée » le discours du 8 octobre, dès lors qu'en sa qualité de leader d'un des partis en place Giscard d'Estaing s'apprête à réclamer, à exiger de ses associés sa part (virtuelle) de butin.

Une vue aussi superficielle des choses montre que le devoir des socialistes est d'expliquer et d'expliquer sans cesse aux Français que rien de ce qui les concerne n'échappe à la politique, qu'il n'existe pas de domaine réservé où la politique cèderait le pas à la technique. Le ministre de l'Economie et des Finances, qui arrête le montant des dépenses publiques, qui détermine la charge globale de la pression fiscale et la répartit entre les contribuables, qui propose — j'allais écrire impose — les masses budgétaires, qui règle le volume du crédit, qui décide des investissements et des équipements collectifs, qui oriente les voies de la croissance et qui serre ou desserre les freins de l'inflation, joue un rôle décisif dans la vie de chaque individu, de chaque ménage, de chaque groupe socio-professionnel et, par là, dans la vie du pays — et ce rôle est totalement,

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

exclusivement politique. Ce ministre, s'il possède au surplus la durée, est après le président de la République le véritable maître des choix qui engagent l'œuvre d'un gouvernement, sa réussite ou son échec.

Il n'y a pas eu une politique économique et sociale de Jacques Chaban-Delmas, il n'y aura pas de politique économique et sociale propre à Messmer ou Edgar Faure. Dans la structure d'Etat capitaliste, la décision s'élabore indifféremment hors ou au dedans du ministère des Finances, mais l'exécution passe toujours par la Rue de Rivoli. Il faut donc qu'y loge l'homme de confiance d'une politique. C'est pourquoi j'apprécie la qualité du spectacle offert par Giscard d'Estaing, politique entre les politiques, responsable entre les responsables, quand je le vois afficher les mines d'un ministre qui ne serait que technicien et réussir à convaincre l'opinion — les sondages le prouvent — qu'éloigné des eaux troubles où d'autres ont plongé, il garde le pied sec.

Mardi 25 juillet

Une visite de Jiri Pelikan, Cité Malesherbes, à la fin de juin, m'avait alerté sur l'imminence de nouveaux procès politiques en Tchécoslovaquie. Notre ami, venu de Rome où il vit en exil, avait en sa possession la liste des prochaines victimes et la nature des griefs, le plus souvent imaginaires, devant servir à les confondre. J'avais aussitôt entrepris les démarches, qu'il faut tristement appeler d'usage, pour qu'on mesurât à Prague les effets d'une répression acharnée à briser à travers les hommes qui témoignèrent pour elle l'espérance d'un beau printemps. Je ne nourrissais guère d'illusions sur l'efficace de mes arguments. Une intervention précédente, publique cette fois-ci, m'avait valu dans le « Rude Pravo », organe du Parti communiste tchécoslovaque, une bordée d'injures au style désolant. Cela ne m'empêchera pas de recommencer et de dire et d'écrire, aussi souvent et aussi fort qu'il conviendra, qu'au-delà des iniquités qu'ils recouvrent, les procès de Prague ont valeur de symbole. Pour combattre et détruire le capitalisme, la dialectique de l'historien et le courage du militant resteront impuissants tant qu'ils se révèleront incapables de proposer un type de civilisation désirable. Or les dirigeants tchécoslovaques font marcher le communisme international à reculons.

En France, la droite n'aperçoit de ce drame que ce qui l'excite à frétiller. Elle ne demande pas compte à Michel Debré de la visite de « normalisation » qu'il fit à Moscou, au nom du gouvernement français, peu de semaines après le deuxième « coup de Prague ». Non, c'est à moi qu'elle s'adresse. Qu'elle sache donc que je ne rends pas davantage le Parti communiste français responsable de ce qui se passe en Bohème que je ne rends M. Pompidou responsable des tortures infligées par son ami Caetano aux détenus politiques portugais. Mais qu'elle sache aussi que je croirai aux chances de la liberté dans le monde quand je verrai les solidarités idéologiques et politiques passer après la vérité.

Imprimerie « d'HEBDO T.C. » - 76 Yvetot